

AMNESTY

LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS

N° 121
Juin 2025



LE SOUFFLE DE LA RÉSISTANCE

ITALIE

Survivre sur la « Piste »

RDC

Le silence de Kinshasa

AMNESTY
INTERNATIONAL



LE PROGRAMME *GLOBAL RELIEF*

En Colombie, les personnes qui vivent de la pêche s’engagent pour la protection des rivières et des zones humides, mais aussi pour leur mode de vie. Elles documentent la pollution de leur environnement et organisent des manifestations et des actions de nettoyage. En raison de leur engagement, elles sont harcelées, parfois même agressées.

« Mon travail m’oblige à courir des risques. J’ai été attaquée par des hommes armés. »
Sofia, militante écologiste

Le programme *Global Relief* d’Amnesty International leur a permis d’obtenir rapidement et simplement de l’aide. Plusieurs personnes ont ainsi reçu des gilets de sauvetage, des caméras pour documenter la pollution. Celles dont les habitations étaient menacées ont pu être relogées.
www.amnesty.ch/global-relief.

« Les poissons sont morts parce que l’eau était contaminée par du pétrole brut. Nous avons prélevé des échantillons comme preuve. Toute ma famille fait maintenant l’objet de poursuites. »
Julia, pêcheuse



Avec le programme *Global Relief*, nous aidons chaque année des milliers de défenseur·e·x·s des droits humains lorsque leur vie est en danger. Grâce à vos dons, nous pouvons les reloger de façon temporaire, leur offrir une aide juridique ou des soins médicaux. www.amnesty.ch/global-relief

Aidez-nous à sauver des vies et à protéger les défenseur·e·x·s des droits humains ! Merci de tout cœur.

AMNESTY INTERNATIONAL Section suisse . Speichergasse 33 . Case postale . 3001 Berne

Faites un don avec TWINT !

Scannez le code QR avec l'app TWINT

Confirmez le montant et le don

Impressum : AMNESTY, le magazine des droits humains paraît tous les trois mois. N° 121, juin 2025. AMNESTY est le magazine de la Section suisse d’Amnesty International. En tant que journal généraliste des droits humains, AMNESTY est amenée à traiter de sujets qui ne reflètent pas toujours strictement les positions de l’organisation. Amnesty International a adopté un langage inclusif non-binaire: plus d’informations sur amnesty.ch/epicene **Éditeur :** Amnesty International, Section suisse, 3001 Berne, tél.: 031 307 22 22, fax: 031 307 22 33 **Rédaction:** AMNESTY, rue de Varembe 1, 1202 Genève, tél.: 021 310 39 40, fax: 021 310 39 48, e-mail: redaction@amnesty.ch **Administration :** Amnesty International, Case postale, 3001 Berne. Veuillez svp indiquer le n° d’identification qui se trouve sur l’étiquette lors de paiements ou de changements d’adresse. Merci! **Rédacteur en chef :** Jean-Marie Banderet **Journaliste :** Baptiste Fellay **Rédaction :** Nina Apin, Thibaut Bruttin, Yohan Châble, Clément Girardot, Fidèle Kitsa, Paul O’Brien, Arndt Peltner, Lotta Suter, Sami Zaïbi, Kerstin Zilm **Corrections :** Anne Florence Perrenoud, Jérôme Rivollet **Ont également participé à ce numéro :** Nadia Boehlen, Anaid Lindemann, Déo Negamiyimana, Maxime Schertenleib **Diffusion :** membres (dès cotisation de 30 francs par an) **Le magazine AMNESTY est disponible en ligne :** amnesty.ch/magazine **Conception graphique :** www.muellerluetolf.ch **Mise en page :** Atoll « îlots graphiques » Catherine Gavin **Impression :** Stämpfli, Berne **Tirage :** 29543 exemplaires.

Photo de couverture En février, des manifestant·e·x·s s’étaient réunis devant le Capitole en solidarité avec les personnes concernées par les coupes massives dans la fonction publique, décidées par Elon Musk.
© Jose Luis Magana/AP (Keystone)

ÉDITORIAL



© Amnesty Suisse

Armé de son gros feutre noir, le nouveau patron de la Maison-Blanche a fait souffler un vent de panique sur tout ce qui s’écarte de la ligne dure de l’*establishment* républicain. L’immédiateté et la brutalité de sa politique ont pris de court la société civile, la recherche et les universités, l’opposition démocrate... tout ce qui aurait pu incarner un contre-pouvoir. Rien que dans l’intervalle de ses cent premiers jours de présidence, il aura signé pas moins de 142 décrets, pour beaucoup fracassants, et pour la plupart signes d’un tournant autoritaire.

Donald Trump a mis le rouleau compresseur administratif et médiatique au service de son agenda. Il cherche ainsi à donner l’impression qu’il détient tout le pouvoir en empêchant une contre-figure forte d’émerger.

OUVERTURES

Good News	4
En bref	6
En image	8
Opinion	9
La dictature avance à pas feutrés	

POINT FORT

L’Amérique qui résiste	
Aux frontières du pouvoir	10
Droits humains en danger	12
Amnesty USA mobilise toutes les forces du mouvement pour protéger les droits humains aux États-Unis.	
Elles désobéissent à Washington	14
Des villes, mais aussi des États entiers ou des districts, refusent d’appliquer les ordres d’expulsion.	
Les universités contre-attaquent	16
Durement touchées par les coupes, les universités américaines s’unissent pour résister à Donald Trump.	
Censure d’État	18
En n’accréditant que les médias les plus complaisants, l’administration Trump poursuit son travail de sape contre le quatrième pouvoir.	

« Le système multilatéral est résilient »	19
La nouvelle politique américaine fait des vagues jusqu’à Genève. Entretien avec le président du Conseil des droits de l’homme, Jürg Lauber.	

La haine en perte de vitesse ?	21
La communauté LGBTQIA+ se mobilise pour défendre les droits des personnes transgenres, premières cibles du président Trump.	

ÉCLAIRAGES

Italie	23
Survivre sur la « Piste »	
Ukraine	26
« Si les Russes reviennent, je reprendrai les armes »	
Syrie	28
Le « camp le plus dangereux du monde » en péril	
RDC	30
Le silence de Kinshasa	

ÉCHOS

Regards croisés	32
Par Maxime Schertenleib et Nadia Boehlen	
Chroniques	34
Des femmes et la guerre	
Grandir sous les drones	
Chroniques	35
Entre tragédies et joie de vivre	
Le salut vient de l’Europe	
Interview culturelle	36
« J’aimerais pouvoir dire que ce n’est pas politique de chanter en arabe »	

AGIR

Manifestations, «Prides» et grève féministe	37
Dans la rue pour les droits humains !	
Pétition	39
Arrêtez les déportations aux États-Unis !	

LA MORTALITÉ INFANTILE EN RECUL

La pauvreté en **Inde** a fortement diminué en onze ans. C'est la conclusion d'un rapport de la Banque mondiale basée sur la comparaison des situations de 2011 et de 2022. L'extrême pauvreté (soit moins de 2,15 dollars par jour) est passée de 16,2 % à 2,3 % sur cette période, ce qui a permis à 171 millions de personnes d'en sortir. Un rapport des Nations unies note également que le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans a diminué de 70 % et le taux de mortalité néonatale de 61 % grâce à des « mesures croisées visant à améliorer les soins et à développer les infrastructures sanitaires », précise le rapport. Bien que l'économie indienne soit en pleine croissance, de nombreuses personnes souffrent encore du manque de possibilités d'éducation et de soins, du chômage et des inégalités.



META DOIT PRENDRE SES RESPONSABILITÉS

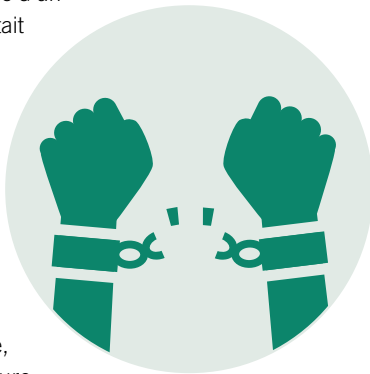
Au **Kenya**, un tribunal a annoncé que Meta, la société mère de Facebook, pouvait être poursuivie dans ce pays d'Afrique de l'Est pour son rôle présumé dans la promotion de contenus qui ont conduit à des violences ethniques entre 2020 et 2022 en Éthiopie voisine. Les plaignant-e-x-s faisaient valoir que les algorithmes de Facebook avaient renforcé les propos haineux et dangereux. Par ailleurs, 185 ex-modérateur-rice-x-s de contenus poursuivent actuellement Meta et sa filiale Sama. Confronté-e-x-s quotidiennement à des vidéos violentes, à des abus, des discours haineux et d'autres contenus qui enfreignent les normes communautaires de Meta, iels sont soumis-e-x-s à des conditions de travail et de salaire déplorables.



UN ENSEIGNANT LIBÉRÉ

Asaad bin Nasser al-Ghamdi, enseignant en **Arabie saoudite**, est sorti de prison après plus de deux ans passés en détention. Il avait été arrêté le 20 novembre 2022 et condamné le 29 mai 2024 à une peine de vingt ans de prison à l'issue d'un procès inéquitable devant le Tribunal pénal spécial. Celle-ci avait ensuite été réduite à quinze ans en appel. L'homme de 47 ans avait présenté ses condoléances sur

les réseaux sociaux à la suite du décès d'un éminent défenseur des droits humains qui était mort en détention. Il avait en outre critiqué le gigantesque programme « Vision 2030 » du prince héritier Mohammed bin Salman (dont nous avons parlé dans notre édition de septembre 2024).



© Portraits illustrés: André Gottschalk

LIBÉRÉ GRÂCE À AMNESTY

« Douze mois de captivité. De silence, de solitude, de prière et d'écriture. Ces douze mois ont été plus qu'un combat; c'était un pèlerinage. Un voyage intérieur pour endurer et écouter. » Ces mots sont ceux de l'auteur et activiste **malien** Etienne Sissoko, libéré le 27 mars après un an de détention arbitraire. Il avait été condamné le 20 mai 2024 à deux ans de prison, notamment pour « atteinte à l'image de l'État », en raison de son livre publié en décembre 2023. Des activistes du monde entier s'étaient mobilisé-e-x-s en sa faveur, au grand dam du ministre de la Justice. Lors d'une réunion avec les nouveaux membres de la Commission nationale des droits de l'homme du Mali, le 10 avril 2025, ce dernier a montré des sacs remplis de lettres et a déclaré: « J'ai reçu plus de 8000 e-mails d'Amnesty International demandant la libération d'une seule personne. C'est du harcèlement. »

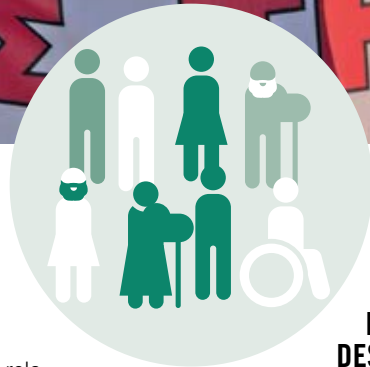


LE MEURTRE D'UN ÉCOLOGISTE SOUS ENQUÊTE

Le 14 septembre 2024, l'écologiste Juan López a été abattu dans la commune de Tocoa, au **Honduras**. Coordinateur d'une organisation locale, il s'était opposé, avec des collectifs paysans et des paroisses, à l'autorisation d'exploitation accordée en 2015 à une entreprise minière dans le parc national Carlos Escalera. Une campagne publique pour l'élucidation de son assassinat a contribué à mettre cette affaire sur le devant de la scène. L'auteur présumé et deux personnes soupçonnées de complicité sont désormais en détention et font l'objet d'accusations de meurtre. Les personnes qui tirent les ficelles n'ont toutefois pas encore été retrouvées. Amnesty continuera de faire pression sur les autorités honduriennes pour qu'elles garantissent une justice complète à Juan López et qu'elles protègent sa famille ainsi que d'autres militant-e-x-s et leurs conseils juridiques.



Avec le vieillissement de la population, les **personnes âgées** occupent une part toujours plus importante dans nos sociétés et ont besoin d'un cadre légal qui définisse mieux leurs droits fondamentaux.



DROIT DE VOTE POUR LES PERSONNES AVEC UN HANDICAP INTELLECTUEL

En 2014, la **Suisse** a signé la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées. Elle garantit aux personnes handicapées la jouissance des droits politiques et la possibilité de les exercer sur la base de l'égalité. La réglementation actuelle – selon laquelle les personnes sous curatelle de portée générale en raison d'une incapacité de discernement due à un handicap intellectuel ou psychique ne peuvent pas voter – est donc contraire à la Convention et constitue une atteinte grave aux droits politiques de milliers de citoyen-ne-x-s. Le 5 mai dernier, le Conseil national a décidé de supprimer cette injustice, visant à accorder les mêmes droits politiques à toutes les personnes. C'est à présent au tour du Conseil des États de prendre la même décision afin d'adapter la Constitution.

DUTERTE ARRÊTÉ

En mars, l'ex-président des **Philippines** Rodrigo Duterte a été arrêté pour crimes contre l'humanité. Il est depuis détenu aux Pays-Bas. L'octogénaire avait été arrêté par la police philippine à l'aéroport international de la capitale, Manille. Il doit être jugé à La Haye pour sa guerre sanglante contre la drogue lorsqu'il était président de 2016 à 2022. Les accusations de crimes contre l'humanité n'ont apparemment pas dérangé de nombreux-ses habitant-e-x-s de la grande ville philippine de Davao City qui l'ont élu à la mairie en mai dernier. Quant à savoir s'il pourra exercer cette fonction, et si oui de quelle manière, la question reste ouverte.

MIEUX PROTÉGER LES DROITS DES PERSONNES ÂGÉES

Il n'existe aucune convention internationale interdisant les discriminations liées à l'âge, quand bien même la population âgée augmente rapidement à travers le monde. Les personnes âgées sont pourtant souvent confrontées à des violations systématiques de leurs droits fondamentaux, notamment des violences et des abus dans les maisons de soins, des discriminations dans le monde du travail ou des accès limités aux soins ou à l'aide sociale. Enfin, les mesures prises pour lutter contre le changement climatique, qui affecte davantage les personnes âgées, sont trop lacunaires. La Suisse a récemment été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour son action insuffisante en matière de protection des aîné-e-x-s. Le Conseil des droits de l'homme de l'**ONU** a décidé début avril, par le biais d'une résolution, de mettre en place un groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer une convention, juridiquement contraignante. Celle-ci doit améliorer les droits des personnes âgées et formuler aux États des obligations claires pour leur protection.

DE RETOUR DANS L'AUTORITARISME

TUNISIE – Le berceau des Printemps arabes sombre à nouveau dans l'autoritarisme. Le 19 avril, une quarantaine de politiques, journalistes et militant-e-x-s de la société civile accusé-e-x-s de « complot contre la sûreté de l'État » ont été condamné-e-x-s. Il s'agit du plus vaste procès de l'opposition politique depuis la fin du règne de Ben Ali. Après avoir suspendu le parlement et révisé la Constitution en 2021, concentrant les pouvoirs entre ses mains, Kaïs Saïed réprime de plus en plus violemment l'opposition. Le 29 avril, le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme a exhorté la Tunisie à cesser d'utiliser la législation sur la sécurité nationale pour réprimer la dissidence et à respecter les droits fondamentaux.

LE GEL DE L'USAID MENACE LE CONTINENT

AFRIQUE – L'Afrique subsaharienne est la première région concernée par la réduction massive du budget de l'USAID. Six pays –Éthiopie, Soudan du Sud, Nigeria, Ouganda, Kenya et République démocratique du Congo– figurent parmi les dix premiers récipiendaires des subsides américains. Pour l'ensemble du continent, 35 % des aides perçues provenaient des États-Unis. Les aides américaines à destination de l'Afrique subsaharienne étaient réparties entre trois axes majeurs : l'aide humanitaire (47 %), la santé (38 %) et le développement économique (8 %). Le 8 mars, l'administration Trump annonçait une réduction de 83 % du budget total de l'USAID. Les coupes dans la lutte contre les maladies ont conduit à la fermeture de centres de traitement au Kenya après que l'aide financière dans le pays a chuté de plus de 90 %. Plus d'un million de personnes infectées par le VIH se retrouvent sans médicaments. La lutte contre la tuberculose, le paludisme ou le virus Ebola est également touchée, et on s'attend à une recrudescence massive des cas de maladie et des décès.

Au **Soudan**, le conflit entre l'armée et les *Rapid Support Forces* a entraîné la plus grande crise de réfugié-e-x-s au monde. Près de 13 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays.



ATTAQUE À LA FRONTIÈRE EUROPÉENNE

ISRAËL – Le 2 mai, des membres de la *Flottille de la liberté* ont affirmé que l'un de leurs bateaux, chargé d'aide humanitaire pour Gaza, avait été attaqué par des drones israéliens au large de Malte, dans les eaux internationales. L'attaque aurait provoqué un incendie et une importante brèche dans la coque. Des militant-e-x-s non armé-e-x-s de 21 pays se trouvaient à bord pour contourner le blocus israélien sur Gaza et apporter une aide humanitaire vitale à la population civile. En réponse au signal de détresse émis par le bateau, Chypre et l'Italie ont chacune envoyé un navire en secours. Aucun-e-x blessé-e-x n'est à déplorer. Depuis le 2 mars, le gouvernement israélien rend impossible toute livraison d'aide humanitaire et de nourriture à Gaza, où la population est affamée. Les opérations humanitaires sont « au bord de l'effondrement », a prévenu le Comité international de la Croix-Rouge début mai.



PLAINTÉ POUR COMPLICITÉ DE GÉNOCIDE REJETÉE

SOUDAN – Le 5 mai, la Cour internationale de justice (CIJ) a rejeté la plainte du Soudan visant les Emirats arabes unis (EAU) pour complicité de génocide à l'encontre de la communauté non arabe masalit. En cause, le soutien présumé des EAU aux Forces paramilitaires de soutien rapide (FSR) qui combattent l'armée soudanaise officielle. La CIJ s'est déclarée « manifestement incompétente » pour statuer de la question. La raison : les Emirats ont signé la convention sur le génocide en 2005 en émettant une « réserve » à l'égard d'une clause clé permettant aux pays de s'attaquer mutuellement devant la CIJ en cas de litige. C'est cette réserve qui pousse la Cour à s'estimer incompétente. Des expert-e-x-s des Nations unies ont déclaré que les accusations selon lesquelles les EAU auraient acheminé des armes aux FSR via le Tchad étaient « crédibles ». La guerre au Soudan est considérée comme l'une des « pires catastrophes humanitaires » par l'ONU. Depuis avril 2023, elle a fait des dizaines de milliers de morts, déplacé 13 millions de personnes et plongé certaines régions dans la famine.

LE RN ATTAQUE L'ÉTAT DE DROIT

FRANCE – Le Rassemblement national (RN) s'en prend publiquement au pouvoir judiciaire. La condamnation de Marine Le Pen, le 31 mars, pour détournement de fonds publics européens à une peine d'inéligibilité de cinq ans avec exécution provisoire et quatre ans de prison dont deux ferme aménagés sous bracelet électronique a provoqué la colère du parti. Pour cause, si son appel est rejeté à l'été 2026, la cheffe de file de l'extrême droite française ne pourra pas se présenter à l'élection présidentielle de 2027. Depuis le verdict, plusieurs cadres du RN s'en prennent personnellement aux magistrat-e-x-s impliqué-e-x-s dans la condamnation, qu'ils accusent d'être orienté-e-x-s politiquement, et attaquent le troisième pouvoir en parlant notamment de « tyrannie des juges » et d'« ingérence des magistrats » dans le processus démocratique. Des vagues de harcèlement visant les juges s'en sont suivies. Plusieurs magistrat-e-x-s ont exprimé leurs inquiétudes face à ces attaques répétées contre la justice.



SURVEILLANCE DE MASSE

SUISSE – Le Conseil fédéral propose d'étendre massivement la surveillance de nos communications numériques. Il voudrait étendre les obligations d'identification, de transmission et de conservation de données à l'ensemble des prestataires de services de communication, y compris ceux qui garantissent la confidentialité. Les services d'e-mails sécurisés et de messagerie chiffrée sont donc également concernés. La consultation de ce projet de révision de l'ordonnance sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (OSCP), pilotée par le Département fédéral de justice et police, s'est terminée le 6 mai. Les milieux économiques concernés, ainsi que l'UDC, le PLR, les Vert-e-x-s et le PS rejettent la révision en l'état. Les cantons de Vaud et de Genève, qui abritent de nombreuses entreprises actives dans la confiance numérique, ont également fait part de leurs réserves. Le Conseil fédéral est invité à revoir sa copie.

ATTAQUES CONTRE LES SOIGNANT-E-X-S

MYANMAR – La junte militaire au pouvoir profite du tremblement de terre dévastateur du 28 mars pour s'en prendre aux populations des zones contrôlées par l'opposition. Un mois après la catastrophe qui a fait entre 5300 et 10000 victimes, la junte y entravait encore l'accès aux hôpitaux. Depuis sa prise de pouvoir en 2021, elle s'attaque –y compris militairement– aux infrastructures et au personnel soignant, avec des conséquences dévastatrices pour l'accès aux soins. Pas moins de 872 soignant-e-x-s ont été arrêté-e-x-s, 74 tué-e-x-s et 263 lieux de soins ont subi des attaques depuis le coup d'État, fragilisant considérablement les systèmes de santé. Les Nations unies estiment que 2 millions de personnes réclament de l'assistance en raison du séisme, s'ajoutant aux près de 20 millions qui avaient déjà besoin d'aide avant la catastrophe.



ON NOUS ÉCRIT
LA VIOLENCE N'A PAS DE GENRE

J'ai trouvé le dernier numéro de votre magazine très intéressant, mais l'article « Dans la tête d'un agresseur » m'a mis mal à l'aise. L'équation *femme = victime, homme = agresseur* me semble non seulement stigmatisante pour les hommes, mais également partielle. Elle fait l'impasse sur la violence qui peut exister aussi chez certaines femmes. Dans ma vie, j'ai malheureusement eu connaissance de plusieurs situations de maltraitance d'enfants, sur lesquelles j'ai essayé d'alerter les autorités –avec plus ou moins de succès. Dans chaque situation, une femme (mère, belle-mère) était responsable principale ou coresponsable des violences. Une fois, j'ai dû signaler un enfant qui avait été témoin de violences graves de la part de sa mère sur son père. L'enfant avait finalement été placé. Quant au malheureux conjoint, je n'ai rien fait pour lui et je ne sais pas ce qu'il est devenu. J'ai sans doute pensé que, comme adulte et comme homme, il devait être capable de se protéger contre une femme ! Pourtant, cet homme vivait aussi la situation dénoncée dans l'article : pour lui, son foyer était l'endroit le plus dangereux. D'ailleurs, même s'il avait voulu fuir, je n'aurais pas su comment l'aider, car je ne connais pas de maison d'accueil pour les hommes victimes de violences conjugales... En résumé, je pense qu'il faut lutter contre toutes les violences sans parti pris, que l'auteur soit un homme ou une femme. Et les enfants, qui sont les êtres les plus vulnérables, devraient être particulièrement protégés de la maltraitance. Sur-tout quand on sait que beaucoup de personnes violentes ont été victimes de violences dans leur enfance. Anne Lelièvre

(RE)PRENONS CONTACT

Un article vous a fait réagir ? Vous souhaitez proposer un sujet pour notre prochain numéro ? Ou faire paraître une lettre de lecteur-ice-x ? La rédaction du magazine AMNESTY se fera un plaisir de vous lire et de vous répondre.

La rédaction
Écrivez-nous à redaction@amnesty.ch
ou par courrier à Amnesty International Suisse,
Rédaction AMNESTY, case postale,
3001 Berne.



LA DICTATURE AVANCE À PAS FEUTRÉS

Clément Girardot est journaliste indépendant spécialisé dans le Caucase. Il écrit pour plusieurs médias francophones et collabore régulièrement avec notre magazine.



Il est environ 6 heures du matin ce mercredi 12 février quand, après plus d'une heure d'attente au comptoir de contrôle des passeports à l'aéroport de Tbilissi, un policier me tend une feuille mal imprimée pour me notifier mon interdiction d'entrée sur le territoire. En guise de justification, il a coché la case « autre raison ». Je ne suis donc pas refoulé à cause d'un crime, d'une amende impayée, de documents invalides ou d'un risque de trouble à l'ordre public.

Depuis 2010 et ma première visite en Géorgie, mes passeports successifs se sont recouverts de tampons. Je n'avais jamais eu quelque problème que ce soit avec les gardes-frontières ou la police.

Il ne faisait que peu de doute que j'étais ciblé pour mon travail de journaliste. Lequel de mes articles avait pu déplaire? Ou serait-ce mes *posts* sur les réseaux sociaux qui alertaient sur la répression des autorités de Tbilissi? Quelle pouvait bien être cette mystérieuse « autre raison »?

Officiellement, je n'en saurai guère plus. Mais j'apprends rapidement par des contacts que mon nom figure sur la « liste rouge » des Services de renseignement intérieur, car je constituerais une menace pour le gouvernement.

Jadis « modèle » de transition démocratique pour la région du Caucase et même au-delà, la Géorgie a dérivé ces dernières années vers le clan des « démocraties illibérales ». Elle emprunte désormais avec entrain l'autoroute de l'autocratie mafieuse. Mais avec une spécificité : l'autocrate en question n'occupe aucune fonction politique officielle. Il s'agit simplement de l'homme le plus riche du pays, l'oligarque Bidzina Ivanichvili.

Ma mésaventure n'a au final rien de si surprenant. Depuis le début de la guerre en Ukraine, le gouvernement du mal nommé parti du « Rêve géorgien » s'est petit à petit enfermé dans une réalité parallèle peuplée de théories du complot pro-russes. Les faits les plus évidents sont devenus sa hantise.

Les journalistes géorgien-ne-x-s paient déjà le prix élevé de cette dérive. Après les fraudes électorales du 26 octobre 2024 et la volte-face concernant le processus d'adhésion à l'Union européenne du 28 novembre, les reporters locaux-ales ont été spécifiquement ciblé-e-x-s par la police lors des grands rassemblements de début décembre. En parallèle, le gouvernement redouble de zèle législatif pour assécher les financements des derniers médias indépendants.

Des journalistes russes ou biélorusses d'opposition avaient déjà subi des expulsions arbitraires ces dernières années. Ce n'était qu'une question de temps pour que des professionnel-le-x-s occidentaux-ales soient aussi ciblé-e-x-s.

Mais, contrairement au régime poutinien, le « Rêve géorgien » ne cherche pas les coups médiatiques. Il s'en prend de préférence aux plus faibles, aux journalistes indépendant-e-x-s qui n'ont pas de rédaction pour les soutenir ou de notoriété suffisante pour attirer les projecteurs. Il s'en prend aléatoirement à des étranger-ère-x-s qui ont eu le malheur d'exprimer leur solidarité dans la rue ou sur les réseaux sociaux, ou même à des familles binationales sans histoire.

Cette répression à relativement bas bruit –dont l'absence première est l'arbitraire et l'impunité– touche à tour de rôle différentes catégories socioprofessionnelles. Le but est sans doute d'instiller, à peu de frais, un sentiment de peur et d'anxiété généralisé parmi les Géorgien-ne-x-s ainsi que parmi les étranger-ère-x-s ami-e-x-s de la Géorgie.

Chacun sait qu'aucun contre-pouvoir ne viendra inverser les décisions illégales de la police, validées par une justice au pas. Cette stratégie de dégradation systémique de l'État de droit prendra un peu de temps, mais elle s'approfondit sans violence physique, sans morts, et donc sans trop de remous diplomatiques. Elle se distille comme un poison qui tue à petit feu les derniers vestiges de la démocratie géorgienne. I

Les bombardements israéliens ont quasiment rasé **Gaza**. Les bâtiments officiels ne sont pas épargnés, comme ici l'université islamique, l'une des plus grandes de l'enclave palestinienne. Avant la guerre, plus de 17 000 personnes y étudiaient –de l'ingénierie aux sciences naturelles, en passant par la médecine, la littérature ou le commerce. Mervat Al-Bassiouny faisait partie des plus de 60 % de femmes qui étudiaient à la faculté. Amputée d'une jambe, elle a, tout comme l'amphithéâtre qu'elle fréquentait, payé le prix fort d'une guerre cruelle.



Aux frontières du pouvoir

Plus qu'une simple barrière en métal, le mur érigé par Donald Trump est la matérialisation d'une politique qui érige l'exclusion, la division, le repli et la peur de l'autre au rang de doctrine. Mais à l'ombre du mur, une autre Amérique se dessine. Celle des villes sanctuaires qui protègent les sans-papiers. Celle des universités qui contournent la censure. Celle des minorités qui refusent de disparaître. Une Amérique qui a décidé de ne plus se laisser faire.

* Paul O'Brien est directeur général d'Amnesty International États-Unis.

13



Elles désobéissent à Washington

Les « villes sanctuaires » traitent les migrant·e·x·s avec humanité et résistent à la nouvelle politique de Washington en la matière. Elles sont dans le collimateur de l'administration Trump.

Par Arndt Peltner*, Oakland

Pas un jour ne passe sans que le Bureau ovale ne publie de nouveaux décrets présidentiels. La rapidité avec laquelle agit l'administration Trump est impressionnante. Chrissie Julianio, directrice exécutive de la *Big Cities Health Coalition*, un réseau de 35 métropoles qui collaborent dans le domaine de la santé publique, en témoigne : « Nous nous attendions à des changements politiques, à des coupes budgétaires et à des licenciements dans le secteur de la santé publique. Mais je suis surprise par la rapidité et l'ampleur avec lesquelles tout cela se produit. »

Jusqu'à présent, ce réseau de grandes villes était financé par des subventions fédérales à hauteur d'un demi-milliard de dollars par an. Mais il y a fort à parier que les fonds fédéraux viendront bientôt à disparaître.

Bon nombre des villes et communes qui collaborent au sein de la *Big Cities Health Coalition* sont dans le collimateur de Washington, en particulier celles qui se considèrent comme des *sanctuary cities*, des villes refuges qui défendent les droits de toutes leurs citoyen·ne·x·s. Leur existence est vue comme une provocation par Trump, qui les avait qualifiées de « repaires de violence et de chaos » au cours de sa campagne électorale. Or, les statistiques montrent que la violence et la criminalité ne sont pas plus élevées dans les villes sanctuaires, au contraire. Selon une analyse de l'association *National Immigration Law Center*, cela s'explique par le fait que les victimes d'actes criminels peuvent se rendre à la police sans craindre de répression, même si elles n'ont pas de statut de résident légal.

Pour les citoyens, pas contre eux | « Le concept de ville sanctuaire n'est en aucun cas illégal », affirme l'ancienne maire d'Oakland, Libby Schaaf. Depuis 1986, la ville californienne protège toutes ses citoyen·ne·x·s, quel que soit leur statut juridique. À l'époque, Oakland avait réagi aux violences au Salvador, au Guatemala, en Haïti et en Afrique du Sud en ouvrant ses portes à des migrant·e·x·s. Juste en face, de l'autre côté de la baie, San Francisco a suivi l'exemple trois ans plus tard. « Les communes décident elles-mêmes de l'utilisation de leurs ressources, elles ne sont pas là pour appliquer les lois sur l'immigration de Trump. Au contraire, elles utilisent leurs moyens de manière ciblée pour leurs propres citoyens – et non contre eux », explique Libby Schaaf.

En 2017, sous le gouverneur Jerry Brown, toute la Californie est officiellement devenue un « État sanctuaire » en réaction aux menaces d'expulsion formulées par Donald Trump lors de son premier mandat contre les quelque 1,8 million de personnes qui vivaient dans l'État sans statut légal. La Californie s'est ainsi délibérément et résolument engagée dans une confrontation avec Trump.

Libby Schaaf a déjà eu affaire à Donald Trump en février 2018 : « J'étais sur sa liste noire. Lorsque j'occupais la mairie d'Oakland, j'avais publiquement mis en garde contre une descente imminente des Services d'immigration (ICE), dont j'avais été informée à l'avance. » Donald Trump tente alors de poursuivre la magistrate pour obstruction à la justice, affirmant qu'elle avait enfreint la loi fédérale en divulguant cette

◀ Le secteur agricole qui emploie beaucoup de travailleur·euse·x·s migrant·e·x·s est particulièrement touché par les **déportations**. En mars, plus de 5000 personnes s'étaient réunies en Californie pour soutenir les ouvrier·ère·x·s immigré·e·x·s menacé·e·x·s d'expulsion.

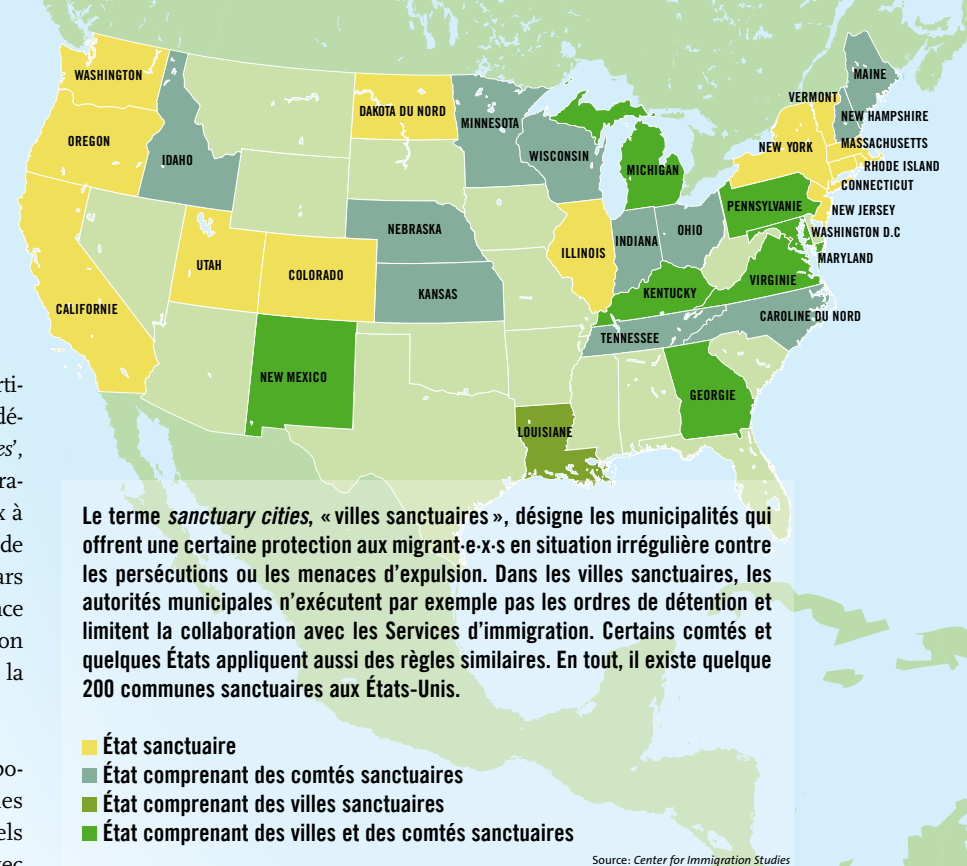
information. En vain, faute de base légale. Elle sait donc pertinemment à quoi s'attendre avec les coupes dans le budget fédéral. Car le président est déterminé : « 'No more Sanctuary Cities', a-t-il récemment déclaré sur son réseau *Truth social*. Nous travaillons à des décrets visant à retirer tous les fonds fédéraux à toutes ces villes et à tous ces États ! » Fin avril, le Département de la justice a ainsi annoncé la suppression de 2 millions de dollars destinés à *Ceasefire*, un programme de prévention de la violence de l'organisation *Youth Alive* à Oakland. Alors même que, selon des expert·e·x·s sur place, ce programme est à l'origine de la baisse de 40 % du nombre de meurtres à Oakland.

Une oasis dans la zone de la mort | Les oppositions à la politique de Trump se manifestent à tous les niveaux : communes, districts, États ou membres individuels des autorités. Le comté de Pima, un district frontalier avec le Mexique situé au sud de la grande ville de Tucson, en Arizona, s'est autoproclamé « district sanctuaire ». Pendant longtemps, c'est ici que l'on comptait le plus grand nombre de passages illégaux à la frontière, bien que cette région située au cœur du désert de Sonora soit considérée comme l'une des plus meurtrières pour les migrant·e·x·s. En effet, il faut parcourir plus de 30 kilomètres de désert inhospitalier, où la température peut dépasser les 45 degrés en été, pour rejoindre la ville la plus proche depuis le « mur de Trump ». Ceux qui n'ont pas assez d'eau meurent dans d'atroces souffrances. Les gardes-frontières retrouvent régulièrement des restes humains.

Patrick Guerin est shérif adjoint dans le comté de Pima. Âgé de 27 ans, il est en service depuis trois ans. Nous quittons la petite ville d'Ajo à bord de son 4x4 direction le désert. Les cartels du nord du Mexique, qui contrôlent le trafic de drogue et les routes migratoires, modifient sans cesse ces dernières. Les « coyotes » – les passeurs – utilisent des itinéraires de plus en plus isolés pour la faire traverser. « Il est difficile de prédire quel itinéraire ils emprunteront, car les cartels se disputent le contrôle des routes », explique Patrick Guerin. Au fur et à mesure que nous nous enfonçons dans le désert, le « mur de Trump » apparaît à l'horizon comme une cicatrice sombre.

« Nous, les adjoints, sommes employés par le comté. Nous n'appliquons pas les lois fédérales. Nous ne pouvons engager des poursuites pénales qu'en Arizona. Mais l'immigration illégale est une question fédérale. Notre rôle se borne donc tout au plus à demander aux migrants : 'Avez-vous besoin d'eau ? Pouvons-nous vous aider ?' »

Le shérif Chris Nanos, la soixantaine, est responsable du sauvetage et de l'évacuation des personnes dans le désert du comté de Pima. Pour lui, le problème à la frontière est purement politique. « Il y a des gens qui vivent dans ce pays



Le terme *sanctuary cities*, « villes sanctuaires », désigne les municipalités qui offrent une certaine protection aux migrant·e·x·s en situation irrégulière contre les persécutions ou les menaces d'expulsion. Dans les villes sanctuaires, les autorités municipales n'exécutent par exemple pas les ordres de détention et limitent la collaboration avec les Services d'immigration. Certains comtés et quelques États appliquent aussi des règles similaires. En tout, il existe quelque 200 communes sanctuaires aux États-Unis.

- État sanctuaire
- État comprenant des comtés sanctuaires
- État comprenant des villes sanctuaires
- État comprenant des villes et des comtés sanctuaires

Source: Center for Immigration Studies

depuis trente, quarante, cinquante ans ou plus et qui ne sont ni des criminels ni des mauvaises personnes. Ce sont nos voisins. Et si on accélérât le processus pour entrer légalement dans le pays et obtenir la citoyenneté ? »

La peur règne | Le 31 mars, plus de 5000 personnes s'étaient rassemblées à Delano, au cœur de la région agricole californienne, pour manifester contre le gouvernement Trump. « *Stand with immigrant workers* » (Soutenez les travailleurs immigrés), scandaient en chœur les ouvrier·ère·x·s agricoles et les syndicats présent·e·x·s à l'appel du syndicat *United Farm Workers of America Union* (UFW).

Quelques jours plus tôt, les services d'immigration avaient procédé aux premières arrestations dans ce même comté, celui de Kern. Selon Antonio De Loera-Brust, porte-parole de l'UFW, l'objectif était de semer la peur. « Le comté de Kern emploie probablement près de 100 000 travailleurs agricoles, dont une bonne moitié sans papiers. La police des frontières a arrêté environ 200 personnes, dont 70 à 80 qui ont probablement été expulsées. Même si je ne veux pas minimiser le traumatisme causé à leurs familles, ces expulsions représentent un pourcentage très faible par rapport aux travailleurs agricoles présents dans la région. En revanche, elles ont provoqué la peur pour ceux qui y ont assisté. »

Antonio De Loera-Brust ajoute : « Ce qui nous inquiète, c'est que les travailleurs, par crainte d'être expulsés, sont moins disposés à parler de dumping salarial, de conditions de travail précaires ou d'autres violations du droit du travail. Cette culture de la peur détériore les conditions de travail, non seulement des travailleurs sans papiers, mais de toutes les personnes employées dans ce secteur. » |

* Arndt Peltner est journaliste indépendant, basé en Californie. Il collabore avec de nombreux médias en Allemagne et en Suisse alémanique.

◀ Les coupes de l'administration Trump dans le financement de la médecine, de la recherche médicale et de l'éducation ont provoqué plusieurs manifestations dans des grandes villes, comme ici à **New York** en avril.



© Adam Gray/Bloomberg via Getty Images

Les universités contre-attaquent

Les restructurations autoritaires de l'administration Trump touchent également les institutions du savoir et du droit. Les universités et les instituts de recherche s'organisent pour résister.

Par Lotta Suter*, Vermont

Il y a une cinquantaine d'années, le militant étudiant et marxiste allemand Rudi Dutschke baptisait sa stratégie qui visait à créer un changement radical au sein du gouvernement en s'y intégrant par la formule devenue célèbre : «longue marche par les institutions». Un projet qui a transformé profondément tant les institutions que les réformateurs-riche-x-s de gauche de l'époque. À l'opposé, l'actuelle ingérence du gouvernement étasunien dans les universités, les instituts de recherche, les médias ou les cabinets d'avocats n'a rien d'une réforme menée de l'intérieur. Il s'agit d'une attaque en règle.

Celles et ceux qui en ont fait l'expérience vous le diront : c'est aujourd'hui qu'il faut résister à l'autoritarisme, pas demain. Aux États-Unis, des voix telles que celles de l'ancien champion du monde d'échecs russe et militant des droits humains Garry Kasparov ou de la journaliste russo-américaine critique de Poutine Masha Gessen mettent en garde contre les abus de pouvoir et exhortent les citoyen-ne-x-s et les institutions à lutter pour

la démocratie. Avant que les droits les plus élémentaires, comme c'est déjà le cas dans le domaine de la migration, ne disparaissent.

Aux États-Unis, les recours contre les abus du nouveau gouvernement se comptent par centaines. États, universités, cabinets d'avocats, médias, syndicats ou simples particuliers tentent de se faire entendre devant la justice. La tournée anti-oligarchie de Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez trouve également un écho favorable dans les régions républicaines. Fin mars, le sénateur démocrate Cory Booker s'est fait remarquer par son intervention contre la politique de Trump qui a duré... vingt-cinq heures. Son discours-marathon constituait une petite victoire symbolique : l'appel à la résistance lancé par le sénateur a duré une bonne heure de plus que la tirade raciste de Strom Thurmond contre le *Civil Rights Act* de 1957 – une loi sur les droits civiques qui interdit la discrimination fondée sur la couleur de peau, la religion, le sexe ou l'origine nationale.

Retour vers le futur | Donald Trump, quant à lui, semble vouloir revenir à l'ère McCarthy, ces années marquées par la méfiance, la délation et les théories du complot. Il considère les institutions américaines qui sont devenues plus ouvertes – c'est-à-dire moins sexistes, racistes et discriminatoires envers les personnes handicapées – comme «idéologiquement infiltrées». Par décret, il déclarait «illégal» toute charte institutionnelle rédigée selon les principes «diversité, équité, inclusion» (DEI). Des valeurs considérées comme fondamentales – sinon un droit humain – dans la plupart des démocraties deviennent illégales dans l'Amérique de Trump.

Lutter contre les politiques d'inclusion, c'est aussi un moyen pour les chantres du *Maga* (*Make America great again*) de se débarrasser des personnes et des institutions critiques à l'égard du président. Des dizaines de milliers d'employé-e-x-s du secteur public ont déjà été licencié-e-x-s. Fin mars, Washington annonçait la fermeture de l'agence de coopération au développement USAID, avec des conséquences dramatiques pour des millions de personnes dans le monde qui dépendent de l'aide humanitaire financée par les États-Unis.

La recherche en ligne de mire | Fortement subventionnées mais indépendantes, les institutions d'enseignement supérieur sont une épine dans le pied du président autocratique. Trump considère les collèges et les universités comme des centres de contre-pouvoir qui disposent de beaucoup d'argent, de connaissances et de prestige. Ses directives anti-DEI strictes visent donc à contrôler ces *think tanks* rebelles. Certains d'entre eux ont d'abord tenté de s'adapter. L'Institut national de la santé (NIH) des États-Unis, de renommée mondiale, a ainsi systématiquement passé au crible ses rapports à la recherche de mots clés jugés problématiques par le nouveau gouvernement, tels que «diversité», «genre», «inclusion» et même «femmes». Le NIH espérait pouvoir conserver les subventions publiques indispensables à sa survie en supprimant ces termes. Une purge linguistique difficile, d'autant plus dans un domaine où de nombreuses recherches examinaient précisément le lien entre les disparités en matière de soins et des facteurs tels que l'origine ethnique, le genre ou le statut social – des catégories explicitement interdites par les nouvelles directives. Une étude sur la violence domestique pendant la grossesse a notamment dû être abandonnée, à la suite du gel de son financement. La chercheuse chargée du projet soupçonne que c'est parce que le mot «égalité» figurait dans le titre.

La prestigieuse Université Columbia, à New York, a également tenté d'apaiser les tensions lorsque Donald Trump annonçait supprimer 400 millions de dollars de subventions

fédérales début mars, au motif que l'institution ne luttait pas assez fermement contre l'antisémitisme – en référence aux manifestations pro-palestiniennes – sur son campus. Le rectorat a accepté toute une série de conditions du président et promis «plus de neutralité institutionnelle». Malgré l'opposition de nombreux·ses étudiant-e-x-s et enseignant-e-x-s, l'université a autorisé davantage de personnel de sécurité sur le campus, mais aussi une surveillance par du personnel externe des cours sur l'Afrique, le Proche-Orient et l'Extrême-Orient. L'Université Columbia attend cependant toujours le déblocage des fonds fédéraux.

Contrairement à Columbia, Harvard, l'une des plus anciennes et plus prestigieuses universités des États-Unis, a choisi la confrontation. «L'université ne renoncera pas à son indépendance ni à ses droits fondamentaux», écrivait son président, Alan Garber, le 14 avril dans une lettre adressée à Donald Trump. «Aucun gouvernement, quel que soit le parti au pouvoir, ne devrait dicter ce que les universités privées peuvent enseigner, qui elles peuvent admettre comme étudiants et qui elles peuvent employer comme professeurs, ni même les domaines dans lesquelles elles font leurs recherches.» Réaction implacable du président : en plus du gel immédiat des subventions se chiffrant en milliards, il mettra sa menace à exécution le 22 mai en interdisant les étudiant-e-x-s étranger-ère-x-s. Il s'emploie également à retirer à l'université son statut fiscal spécial. Harvard a porté plainte contre Trump. La décision appartient désormais – comme pour des centaines d'institutions américaines qui s'opposent à des mesures similaires – à un système judiciaire quelque peu dépassé.

L'appel à l'action de Harvard a eu un effet immédiat. Il a accéléré et renforcé la résistance dans la soixantaine d'autres établissements qui avaient également reçu des lettres d'avertissement au sujet de leurs politiques DEI. Environ 500 employé-e-x-s ont signé une pétition contre «l'ingérence politique qui met en danger l'enseignement supérieur aux États-Unis». Deux professeurs ont rédigé un «traité de défense mutuelle» qu'ils comparent, de manière quelque peu pompeuse, à l'OTAN. Plus d'une douzaine de grandes universités l'ont déjà signé, souscrivant à cet appel à la solidarité et aux aides très concrètes qu'il propose, notamment juridiques, en cas de crise.

«Toute attaque contre l'un de nos membres sera considérée comme une attaque contre nous tous», déclare l'alliance anti-Trump des universités. Il faut espérer que cet état d'esprit fera tache d'huile dans la société civile et les institutions américaines. |

**Lotta Suter est journaliste et autrice d'origine zurichoise. Elle a confondu l'hebdomadaire suisse WOZ, avant d'émigrer à Boston, où elle travaille comme correspondante pour différents médias.*

Censure d'État

L'administration Trump applique aux médias la même recette qu'aux fonctionnaires : elle les soumet à la loi du plus fort. Par Thibaut Bruttin*

▲ Le second mandat de Donald Trump est marqué par la virulence avec laquelle il s'en prend aux médias.

Le journalisme américain est mort le 5 novembre 2024. L'élection de Donald Trump à la présidence américaine, proclamée par le candidat lui-même, est sans appel. Autant qu'elle marque l'entrée dans une nouvelle ère politique, elle tourne la page d'une histoire des médias – elle est un avis mortuaire du journalisme étasunien qui n'a pas su enrayer la mécanique de Trump, et le faire-part de naissance de la croisade du *free speech* en Europe.

Aux États-Unis d'abord, le journalisme a joué un rôle périphérique dans la structuration du débat public, débordé par les influenceur·euse·x·s et l'*infotainment*, et réduit au *fact-checking*, courant après le dernier bobard du candidat. Pire : il a été instrumentalisé par le futur président républicain. À y bien regarder, Donald Trump n'a pas été élu malgré son antagonisme avec les médias d'information, mais parce qu'il en a fait ses ennemis désignés.

Et dans cet antagonisme, Trump confond programme politique et vengeance personnelle : en témoigne la virulence avec laquelle il s'en prend aux médias, à commencer par l'agence Associated Press. Comment prendre au sérieux des gens qui chassent des journalistes d'une salle de presse parce qu'ils n'utilisent pas le terme « golfe d'Amérique » ? Ce serait une boutade s'il n'en allait pas de l'avenir de notre démocratie. Et l'acharnement rejoint la mesquinerie : le 6 février, Elon Musk, le patron de X et directeur du Département de l'efficacité gouvernementale, annonçait par voie de tweet, nouveau sommet de la pyramide des normes américaines, la fin des abonnements aux titres de presse des ambassades américaines...

La suppression des financements de l'audiovisuel extérieur étasunien le 14 mars 2025 viendra mettre un coup d'arrêt à des médias tels Voice of America, Radio Free Europe ou Radio Free Asia qui, tout en étant des instruments du *soft power* américain, représentaient aussi la

principale source d'informations fiable de centaines de millions d'êtres humains dans des régimes répressifs. Qu'on juge responsables ou non ses méthodes, Trump l'a emporté et ses épigones, autant que ses détracteur·rice·x·s, analysent sa stratégie médiatique et en tirent quelques enseignements. Les candidat·e·x·s populistes de toutes nations vont désormais faire un usage débridé du véritable manuel que Trump et son équipe de campagne ont édicté. La menace réside dans le fait que le président américain dévoie une liberté fondamentale : la liberté d'expression – invoquée à tout bout de champ – réduite à une loi du plus fort étendue au discours. Et les plateformes technologiques, désormais centrales dans l'organisation de la conversation publique digitale, lui emboîtent le pas.

La venue du vice-président américain J.D. Vance à la Conférence de la sécurité de Munich, le 14 février 2025, s'est transformée en sermon devant l'assemblée des dirigeant·e·x·s européen·ne·x·s, les invitant à se ressaisir pour défendre une liberté d'expression qui serait en danger. Une leçon qui sonnait comme une déclaration de guerre, et officialisait un conflit idéologique majeur, larvé. Drôle d'époque où les citoyen·ne·x·s réclament une presse libre et des prétendus journalistes revendiquent la liberté d'expression !

Car on voudra bientôt vous faire choisir entre liberté d'expression et liberté de la presse. Ce dilemme n'engage que ceux qui l'imposent. Nulle contradiction entre les termes, nul impératif de favoriser une liberté au détriment de l'autre. La liberté d'expression absolue n'a pas de sens si elle entrave la quête de vérités factuelles, et donc le journalisme. Une société exigeante peut bénéficier à la fois de ces deux droits, consacrés par nombre de constitutions. Les soi-disant partisans du *free speech* nous tendent un piège, ne soyons pas dupes. I

* Thibaut Bruttin est directeur général de Reporters sans frontières.

« Le système multilatéral est résilient »

En cinq mois, la nouvelle administration américaine a multiplié les actions d'éclat, y compris sur la scène internationale, ébranlant les fondements des droits humains et les instances qui les font vivre. Entretien avec Jürg Lauber, ambassadeur et actuel président du Conseil des droits de l'homme. Propos recueillis par Baptiste Fellay

Jürg Lauber nous accueille dans son bureau, à deux pas du Palais des Nations. En 2025, il est devenu le premier Suisse à présider le Conseil des droits de l'homme de l'ONU (CDH), basé à Genève. Diplomate aguerri, il a fait ses premières armes en Namibie et en Corée au sein de missions de maintien de la paix, avant de rejoindre le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) en 1993. Il deviendra chef de cabinet du président de la Cour pénale internationale. Puis il dirigera la mission permanente de la Suisse auprès des Nations unies à New York dès 2015, pour prendre la tête de sa cousine à Genève en 2020. Fin connaisseur du multilatéralisme mis à mal par l'administration Trump, il nous livre son regard sur son avenir, ainsi que sur le rôle de la Suisse en son sein.

► **AMNESTY : Monsieur l'ambassadeur, vous accédez à la présidence du CDH à un moment particulier. Quelle est l'ambiance ?**

► **Jürg Lauber :** Les tensions géopolitiques et les nouveaux rapports de force remettent en question le fonctionnement multilatéral. L'atmosphère générale au Palais des Nations reflète une grande incertitude.



© EDA-DFAE

► **L'un des rôles du président est de faire dialoguer les États, notamment les grandes puissances. Est-ce qu'il vous reste des leviers pour le faire ?**

► Je me suis fixé comme priorité de réinvestir la diplomatie dès que j'ai pris mes fonctions en janvier. Je pense surtout à la diplomatie informelle, celle qui se passe en dehors des réunions officielles. Les vraies négociations ont souvent lieu autour d'un café. Pendant la pandémie de Covid, ces espaces de dialogue avaient pratiquement disparu. Et le risque de fuite sur les réseaux sociaux réduit le nombre d'occasions pour discuter en confiance. Mais aujourd'hui, plus que jamais, il faut retrouver ces habitudes, prendre le temps d'échanger, écouter la position des autres et expliquer pourquoi l'on prend telle position.

► **L'ONU peut-elle encore progresser sur des questions comme les droits humains avec le retrait des États-Unis du Conseil ?**

► Les États continuent de se réunir et de discuter. Je suis impressionné par la multitude de sujets qui sont portés à l'attention du Conseil des droits de l'homme. Une majorité de pays garde confiance dans les institutions qui portent les valeurs universelles.

► Il n'empêche que le multilatéralisme a rarement été aussi ébranlé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

◄ Je n'en suis pas si sûr. Nous arrivons certainement au terme de trois décennies d'une conjoncture très favorable. Mais n'oublions pas que le multilatéralisme a survécu à la guerre froide. Le système multilatéral a toujours su s'adapter, il est très résilient.

► Vous ne craignez donc pas que d'autres suivent l'administration Trump, et que l'on se dirige vers un monde régi par la loi du plus fort ?

◄ Chaque pays défend en priorité ses propres intérêts, ce n'est pas nouveau. Aujourd'hui, on observe une tendance à définir les intérêts nationaux de façon plus étroite. Certains oublient que leur prospérité dépend de la stabilité de leur région et du monde. Mais même un pays puissant, qui pourrait être tenté par une approche plus unilatérale, a besoin d'alliés et de soutiens.

► Si le multilatéralisme est résilient, le repli américain laisse un espace que d'autres pourraient tenter d'occuper, notamment la Chine, qui fait de l'entrisme depuis des années. Faut-il s'attendre à une redéfinition des valeurs, comme les droits humains ?

◄ Depuis vingt-cinq ans, l'influence grandissante de la Chine, des pays du Golfe et d'autres se fait ressentir au sein des Nations unies. L'ordre multilatéral est un reflet de la réalité géopolitique. Donc oui, quand une puissance comme les États-Unis se retire, d'autres vont en profiter pour apporter leur vision. Mais n'oublions pas que les organisations sont régies par des statuts. Au cœur même de l'architecture multilatérale se situent les droits humains. Ils sont une boussole. Là où il y a des tensions, c'est plutôt sur leur mise en œuvre : chaque pays a son rythme et sa propre approche. Mais vous savez, les droits humains ont des racines dans les civilisations de toute la planète. Finalement, les besoins sont les mêmes partout : s'abriter, éduquer ses enfants, se soigner, participer aux processus de décisions de sa communauté, etc. Quant à la vision qu'a la Suisse des droits humains, nous nous rendons tous les jours au Palais des Nations pour la défendre.

► La Suisse en fait-elle vraiment assez pour défendre la Genève internationale et les textes dont elle est dépositaire ?

◄ Oui. Sur le plan diplomatique, nos positions sont claires : nous voulons la paix, un développement durable, les droits humains et l'État de droit. Et puis, en tant qu'État hôte, nous continuons à développer le dispositif au service du multilatéralisme, à investir dans l'infrastructure, les services et l'accueil des acteurs de la Genève internationale. À l'heure actuelle, nous nous coordonnons avec d'autres États membres pour

renforcer davantage le travail multilatéral. Je suis également en contact avec les organisations internationales basées chez nous pour comprendre comment les soutenir.

► Mais la Suisse est-elle encore audible ? Récemment, elle ne s'est pas montrée très active pour défendre les Conventions de Genève, par exemple dans le cadre du conflit à Gaza. En Europe, ce sont plutôt l'Irlande et l'Espagne qui ont repris ce rôle.

◄ Nous restons fermes sur ces questions. Nous avons condamné l'invasion russe de l'Ukraine. Nous sommes très clairs quant à l'importance du respect du droit international humanitaire et nous continuons à nous engager pour une solution à deux États au Moyen-Orient. La Suisse s'est aussi fortement engagée dans la 34^e Conférence internationale du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) l'année dernière. Cette conférence a permis de réaffirmer l'importance du droit international humanitaire dans le monde entier.

► L'Espagne a officiellement reconnu l'État de Palestine. En Suisse, on a le sentiment qu'on manque de vision dans notre politique étrangère.

◄ La Suisse endosse son rôle d'État hôte de l'ONU et de berceau du CICR avec beaucoup de responsabilité. Pour ne pas perdre en crédibilité, nous devons adopter une approche cohérente sur le long terme. Si notre rôle doit être de faire dialoguer pour trouver des solutions, il faut être très prudents. Si cela peut vous rassurer, lors de nos deux années au Conseil de sécurité, nous étions clairement perçus comme la voix du droit international.

► Notre prudence est-elle suffisante pour que la Genève internationale reste une interlocutrice de l'administration Trump ? Vous mentionniez plus tôt les pays du Golfe. L'Arabie saoudite se rêve en nouveau hub diplomatique et a accueilli les dernières rencontres entre les États-Unis et la Russie.

◄ En effet, d'autres pays ont développé des atouts diplomatiques comme les nôtres. Mais je n'ai pas l'impression que Genève ou la Suisse perdent de leur attractivité. Beaucoup de réunions dont on ne parle pas forcément dans les médias ont lieu à Genève. La Suisse a toujours un rôle à jouer, par sa situation géographique, grâce à ses infrastructures et au savoir-faire de sa diplomatie. Et nous allons continuer à expliquer aux États-Unis l'intérêt du multilatéralisme, y compris pour une grande puissance. Nous ne sommes heureusement pas seuls. Levons les yeux, la situation actuelle doit nous pousser à regarder le monde et constater qu'il y a énormément de pays prêts à défendre le multilatéralisme et ses valeurs. |

La haine en perte de vitesse ?

Depuis son premier jour à la Maison-Blanche, Donald Trump tient ses promesses transphobes. Mais les personnes transgenres se défendent contre les restrictions de leurs droits. Par Kerstin Zilm*, Los Angeles

© Jacquelyn Martin/AF Photo

Ce dimanche après-midi ensoleillé à Los Angeles, le *Connie Norman Transgender Empowerment Center*, baigné de lumière, résonne d'harmonies vocales. C'est l'heure de la répétition de la chorale *Trans Choir* de Los Angeles. Kathryn Davis, âgée de près de 80 ans, a cofondé la chorale. Pendant la pause, elle raconte l'expérience qu'elle a vécue lorsqu'elle a voulu renouveler son passeport. Il y a près de dix ans, Kathryn a subi une opération de réassignation sexuelle, et avait donc fait modifier ses papiers d'identité en conséquence. Mais son passeport a expiré au début de l'année. Sur le nouveau document, les autorités ont modifié la mention de son sexe, de féminin à masculin. « J'ai ajouté une note dans laquelle je précise que je suis de sexe féminin, et que le 'M' sur mon passeport correspond à mon sexe de naissance. J'écris également que je suis reconnaissante que mon nom – Kathryn – et une photo récente de moi aient été utilisés, prouvant ainsi que je suis une femme transgenre fière de l'être. »

Kathryn s'inquiète surtout pour les personnes transgenres qui sont en plein traitement hormonal, comme Corinne Burch, membre de la chorale. Depuis qu'elle suit un traitement à la testostérone, Corinne a changé plusieurs fois de tessiture et chante actuellement en baryton. Elle raconte l'histoire de ces ami·e·x·s qui veulent quitter le sud des États-Unis pour s'installer en Californie, à la recherche d'un

endroit où iels peuvent être sûr·e·x·s que leur traitement hormonal ne sera pas interrompu. « Heureusement, je suis entre de bonnes mains ici. » La Californie s'est en effet déclarée refuge pour les personnes transgenres en 2022 et fait partie des quinze États américains classés comme favorables aux personnes LGBTQIA+ par les organisations de défense des droits civiques.

Mais depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, pas moins de 570 projets de lois anti-LGBTQIA+ ont vu le jour dans d'autres États américains et au sein de l'administration fédérale à Washington, selon une étude de l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU). Dans son discours d'investiture, Donald Trump avait affirmé qu'il ne reconnaîtrait que deux sexes – masculin et féminin – et avait signé un décret en ce sens dès le premier jour de sa présidence. Depuis lors, le gouvernement américain restreint l'accès aux documents d'identité pour les personnes transgenres et menace de supprimer les subventions fédérales aux hôpitaux qui pratiquent des traitements de réassignation sexuelle. Il a supprimé des informations destinées aux personnes transgenres sur les sites web du gouvernement, veut exclure les personnes transgenres de l'armée et du sport féminin, oblige les prisons à héberger les femmes transgenres avec des détenus masculins – où elles risquent de subir de graves violences sexuelles.

▲ La communauté LGBTQIA+ se montre solidaire avec les **personnes transgenres**, particulièrement visées par l'administration Trump.

Résistance commune | Toutes ces mesures suscitent de l'insécurité et de la peur au sein de toute la communauté LGBTQIA+, selon Elana Redfield, experte juridique au *Williams Institute for Gender Identity* de l'université de Los Angeles. « Nous ne savons pas jusqu'où le gouvernement ira pour rendre la vie des personnes transgenres encore plus difficile, voire impossible. » Des sondages réalisés par l'institut après les élections ont révélé que certaines personnes transgenres avaient émis l'intention de quitter les États-Unis. « Elles cherchent comment et où elles peuvent obtenir les soins pour leur réaffectation sexuelle si les prestataires locaux venaient à disparaître. Celles qui travaillent dans la recherche ou qui occupent des postes de fonctionnaires craignent que le gouvernement ne s'en prenne à elles en raison de leur identité de genre. »

Mais les personnes transgenres ont aussi leurs alliés·e·x·s. Ainsi, l'ACLU et d'autres organisations de défense des droits des personnes LGBTQIA+ ont déposé plusieurs plaintes contre les mesures transphobes du gouvernement Trump. Des États, des villes et des communes se sont regroupés pour bloquer les décrets fédéraux, et les juges accueillent eux aussi ces mesures avec scepticisme, voire avec un mépris ouvert dans certains cas.

Au total, pas moins de dix plaintes ont été déposées contre la politique anti-transgenres du gouvernement. Quatre d'entre elles ont abouti à des injonctions provisoires contre les réglementations. L'État de Washington, l'Oregon, le Minnesota et le Colorado ont par exemple obtenu gain de cause contre la tentative de geler les fonds fédéraux destinés aux hôpitaux qui proposent des traitements spécifiques au genre pour les mineur·e·x·s. Un juge fédéral a suspendu la décision de placer les femmes transgenres dans des prisons pour hommes. Une autre juge fédérale a suspendu l'exclusion des personnes transgenres de l'armée – temporairement cependant puisque la Cour suprême a confirmé début mai que cette exclusion n'était pas anticonstitutionnelle.

Obsession | À grand renfort de spots télévisés, la campagne de Trump donnait l'impression que les personnes transgenres étaient omniprésentes et constituaient l'un des plus grands problèmes du pays. L'experte juridique Elana Redfield explique pourquoi le Parti républicain s'en prend à ce petit groupe de la population américaine. « Ses représentants ne s'intéressent pas aux faits, mais cherchent plutôt à trouver un groupe qui ne peut pas se défendre. Ils font des personnes transgenres l'incarnation même des politiques de diversité, égalité de traitement et inclusion (DEI) qu'ils méprisent tant. » Mais il s'avère désormais que la question des personnes transgenres n'est une priorité que pour une

minorité. La plupart des gens sont davantage préoccupés par le coût des denrées alimentaires et, désormais, par les fluctuations du marché boursier causées par les droits de douane imposés par Trump, qui ont un impact direct sur leurs retraites.

Néanmoins, selon le *Pew Research Institute*, toujours plus d'adultes américains sont aujourd'hui favorables à des lois limitant la protection des personnes transgenres, par rapport à 2022. Environ deux tiers des personnes interrogées appuient des lois interdisant aux femmes transgenres de faire partie d'équipes féminines. Près de la moitié des sondé·e·x·s souhaitent que les personnes transgenres utilisent les toilettes publiques correspondant à leur sexe de naissance, et 47 % estiment que l'identité de genre ne devrait pas être abordée à l'école primaire. Néanmoins, même certain·e·x·s électeur·rice·x·s de Trump trouvent que les réglementations transphobes du gouvernement vont trop loin.

La vidéo d'une session parlementaire, en mars dernier, dans le Wisconsin est devenue virale aux États-Unis. Au sein de cette assemblée à majorité républicaine, il était question d'un projet de loi visant à interdire les traitements de réaffectation sexuelle pour les jeunes transgenres. Après plus de huit heures d'audience publique, Larry Jones, 85 ans, s'est présenté au micro. Le républicain a fait part de ses excuses à la communauté LGBTQIA+ présente, en particulier aux personnes transgenres, pour son ignorance. Il a déclaré avoir beaucoup appris lors de l'audience et s'être opposé à la discrimination à leur égard.

Le même mois, dans l'État du Montana – où Donald Trump a remporté 58 % des voix –, la Chambre des représentants a débattu d'un projet de loi visant à séparer les enfants transgenres de leurs parents. Au cours du débat, la députée républicaine Sherry Essmann a appelé ses collègues à ne pas caricaturer les personnes transgenres et à ne pas importuner le parlement avec des discussions superflues. « Ces projets de loi farfelus sont une pure perte de temps », a-t-elle déclaré. La motion a été rejetée à une large majorité, avec plus de dix voix issues des rangs républicains.

À Los Angeles, la chorale trans se montre prête à se battre, encouragée par la moindre lueur d'espoir que laisse encore entrevoir la politique américaine. Alana Balagot, membre de la chorale, a même composé une chanson intitulée « *You can not erase us* » (Vous ne pouvez pas nous effacer). Un hymne pour tous les groupes de population attaqués par le gouvernement Trump. |

** Kerstin Zilm a longtemps travaillé pour plusieurs radios publiques en Allemagne. Depuis 2003, elle est journaliste indépendante, basée sur la côte ouest des États-Unis.*



Un amas de maisons de fortune s'est créé le long de la piste d'un ancien aéroport militaire à **Borgo Mezzanone**, dans la région italienne des Pouilles.

Le village de Borgo Mezzanone, dans les Pouilles, abrite l'un des plus grands bidonvilles d'Europe. De nombreuses femmes migrantes qui y vivent sont victimes de traite d'êtres humains et d'exploitation sexuelle. Texte de Nina Apin, photos de Nicoló Lanfranchi, Borgo Mezzanone

« Elle a besoin d'un rendez-vous chez le médecin. Et d'un avocat pour l'accompagner à la police. » À la sortie du cabinet médical, Daniela résume la situation de la patiente à une collègue. Daniela ne donne pas son nom de famille pour des raisons de sécurité. L'assistante sociale travaille pour Intersos, une organisation humanitaire italienne, qui œuvre le plus souvent dans des régions en guerre. Mais Daniela travaille en Italie, dans le village de Borgo Mezzanone, à la périphérie duquel se trouve l'un des plus grands bidonvilles d'Europe. Ses habitant·e·x·s l'appellent *La Pista* (la Piste). Située sur le site d'un aéroport militaire de la Seconde Guerre mondiale désaffecté, cette ville informelle consiste en une bande d'asphalte rectiligne entourée de montagnes de déchets et de cabanes en tôle ondulée. En été, lorsque les tomates sont mûres pour être cueillies dans les champs environnants,

ce sont jusqu'à 3 000 personnes qui y vivent. En hiver, elles sont un millier. Les résident·e·x·s de *La Pista* proviennent de Somalie, du Nigeria, du Ghana, du Bangladesh, du Pakistan ou de Syrie.

Certain·e·x·s sont des réfugié·e·x·s dont le titre de séjour a expiré, d'autres sont venu·e·x·s en Italie pour travailler et se retrouvent dans des conditions précaires. Maisons en briques sans fenêtres, caravanes abandonnées, conteneurs ou constructions en tôle ondulée et lattes de bois – presque tout sert d'abri. Il n'y a pas d'eau courante ni de canalisations, l'électricité est tirée d'un enchevêtrement de câbles. Ça sent le feu de bois, le plastique brûlé et les excréments.

Intersos offre gratuitement des conseils et des traitements. La plupart de ses bénéficiaires sont des hommes qui souffrent de blessures du travail ou de maladies chroniques, explique la jeune juriste Daniela Zitarosa, qui porte

le même prénom que sa collègue. « La situation est grave pour tout le monde », souligne-t-elle. Car les conditions de travail imposées par le système mafieux du *caporalato* sont désastreuses. Un « caporal » engage des migrant·e·x·s qu'il fait travailler jusqu'à douze heures par jour dans les champs pour un salaire de misère. Il déduit de leur paye l'équipement de travail, le transport et le logement. Le syndicat agricole italien FLAI CGIL estime que 430 000 personnes travaillent sous le régime du *caporalato* dans toute l'Italie, et que près de 100 000 d'entre elles vivent dans des campements illégaux.

Exploitations des femmes | Les femmes ne représentent qu'environ 10 % de la population du camp de Borgo Mezzanone. Elles constituent cependant le groupe le plus vulnérable. « On parle ici d'exploitations – au pluriel : traite

d'êtres humains, exploitation du travail, exploitation sexuelle, privation de liberté, violence physique et psychique», explique Daniela Zitarosa. Elle évoque des femmes qui, depuis des années, viennent régulièrement se faire avorter, toujours accompagnées d'hommes. Elle parle de femmes qui n'ont ni téléphone portable ni papiers et qui sont enfermées dans un appartement où elles doivent «satisfaire» 15 à 20 clients par jour. «Ces femmes sont sous contrôle total.» Pour les travailleuses sociales d'Intersos, il est difficile d'entrer en contact avec elles. En particulier les migrantes du Nigeria ou de Côte d'Ivoire, souvent cachées dans des appartements privés ou des bordels informels, contrairement aux Roumaines et aux Bulgares qui travaillent sur le trottoir le long des routes de campagne.

Le jour, on ne voit presque que des hommes sur la Piste de Borgo Mezzanone. Abdul se tient derrière un gril au charbon de bois sur lequel cuisent des morceaux de viande. Ce Togolais vit sur la Piste depuis 2007. Il partage sa chambre à coucher avec deux autres hommes. Un matelas derrière un rideau, un casier métallique cabossé, un four électrique. Et pour ses besoins? Abdul prend une clé et déverrouille un bloc de toilettes en briques composé de quelques cabines traversées par une gouttière. L'odeur est irrespirable, mais l'endroit semble relativement propre. Il est le reflet des nombreux efforts des habitant-e-x-s pour conserver leur dignité dans ces conditions difficiles. «Oui, il y a aussi des femmes sur la Piste, dit Abdul, heureusement pas beaucoup. C'est plutôt en bas, indique-t-il en montrant vaguement la rue en contrebas, mais je ne recommande pas d'aller dans cette partie.»

Des abus ignorés | Khady Sene n'aime pas non plus aller «là-bas». La Sénégalaise parcourt les cabanes avec un sourire imperturbable, parle avec les habitant-e-x-s et distribue des tracts

invitant à une messe dans l'église du village de Borgo Mezzanone, en mémoire des réfugié-e-x-s noyé-e-x-s en Méditerranée. À seulement 31 ans, Khady Sene, qui vit en Italie depuis 2012, a été nommée directrice diocésaine de l'antenne locale de Caritas. Cette diplômée en marketing a commencé comme bénévole pour conseiller les migrant-e-x-s et a depuis consacré sa vie professionnelle au soutien de ceux qui, en dehors des organisations humanitaires, ne suscitent guère d'intérêt. «Ça m'a fait mal de voir comment les migrants sont traités ici», explique-t-elle.

Presque partout, elle est bien accueillie –à l'exception des quartiers où la mafia nigériane fait la loi et gagne beaucoup d'argent avec le trafic de drogue, d'armes et de femmes. Chez Abdul, Khady Sene et le prêtre italien qui l'accompagne reçoivent un coca frais, et elle se fait rapidement emballer un repas à l'emporter dégoulinant de graisse du gril voisin. «Pour moi, cette nourriture c'est la maison», confie Khady Sene. Elle n'a rien contre la cuisine italienne, mais parfois la cuisine africaine réchauffe l'âme.

Quelques cabanes plus loin, trois femmes sont assises dans une cour intérieure, l'une d'elles se présente comme Florence. Elle vient du Nigeria, a 46 ans. Cela fait sept ans qu'elle vit dans le camp, mais elle ne veut pas dire dans quelles circonstances elle a atterri ici. Elle ne veut pas non plus donner son nom de famille, comme toutes les habitant-e-x-s de la Piste –la crainte est trop grande que des proches au pays lisent son histoire sur internet. Florence est en colère contre les journalistes et les Italien-ne-x-s qui se promènent dans le camp, prennent des photos et posent des questions. Elle rentre brusquement dans la cabane.

Trafic d'êtres humains | Florence est peut-être victime de traite d'êtres humains. C'est en tout cas une théorie crédible pour les deux assistantes sociales Marianna Carusillo et Concetta Notarangelo. Elles travaillent pour l'organisation Medtraining, qui aide les femmes à sortir de la prostitution. Marianna Carusillo raconte que beaucoup d'entre elles y reviennent après y avoir renoncé temporairement: «Elles

ont eu des enfants, mais ne savent toujours pas parler italien. Elles doivent donc tout recommencer à zéro: cours de langue, formation professionnelle, logement, recherche d'emploi...» Des processus laborieux, qui durent souvent des années et sont semés d'obstacles. Les travailleuses sociales ne parviennent que rarement à leur proposer leur aide, en particulier aux plus jeunes d'entre elles. «Ces derniers temps, de très jeunes Marocaines arrivent dans les Pouilles par la route des Balkans, officiellement comme aides ménagères. Elles sont recrutées sur internet et viennent travailler dans les arrière-salles des bars», explique Concetta Notarangelo.

L'une des femmes qui a réussi à s'en sortir grâce à Medtraining travaille aujourd'hui comme vendeuse sur la Piste. Mercy, 31 ans, est grande, filiforme et dégage une énergie joyeuse. Elle est originaire de Benin City, au Nigeria, et est arrivée en Italie il y a sept ans. Elle a fait «absolument tout, et même plus» pour tenter de gagner de l'argent, assure-t-elle. Le matin, elle vend du café, des bananes plantains et

d'autres produits alimentaires dans sa petite boutique. L'après-midi, elle suit un cours d'italien dans la ville voisine de Foggia, où elle vit avec ses deux enfants. Son troisième enfant, plus âgé, est resté avec sa grand-mère au Nigeria. Mercy détourne ses yeux qui se remplissent de larmes un instant. Puis elle reprend en parlant de la vie en Italie: «Les Italiens ont beaucoup de préjugés à l'égard des Noirs. Mes enfants le ressentent également. Sur la Piste, personne n'a d'amis, chacun se bat pour soi.»

Sexe à prix cassé | Après le coucher du soleil, la Piste se métamorphose. Les bars ouvrent, la musique résonne. On voit désormais aussi des femmes. Elles sont assises sur des chaises en plastique devant les bars ou debout dans les coins, maquillées de manière criarde, dans des vêtements très moulants. Dans certains bars, on devine des lits derrière un rideau. À la sortie du camp de Borgo Mezzanone se trouve un grand bâtiment plat, à côté duquel la terre a été ratissée: des places de parking pour les clients du «Majestic», la plus grande maison close

de la Piste. Le week-end, des groupes de jeunes du village avoisinant viennent s'encanailler, raconte un policier patrouillant à proximité. Drogue, alcool, sexe, on trouve de tout à des prix défiant toute concurrence.

Lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, le politicien d'extrême droite de la Lega Matteo Salvini a menacé de tout «nettoyer» à la pelleuse. Mais depuis, on n'a plus entendu parler de Rome sur la Piste. Le nouveau maire de Borgo Mezzanone tente maintenant d'activer des fonds européens bloqués depuis des années pour des améliorations dans le bidonville. «Ce serait bien, il est grand temps», commente Khady Sene. Son sourire n'est pas très confiant.

«Toutes les structures d'aide sont désespérément sous-financées», analyse l'avocate Filomena Guerrieri. En collaboration avec une ligne d'assistance nationale, elle s'efforce de garder le contact avec les femmes, qui sont souvent envoyées d'une région à l'autre. Elle a récemment représenté une cliente lors d'un procès à Milan. La proxénète, qui avait attiré sa cliente en Europe avec de fausses promesses, a été condamnée à une peine de prison pour trafic d'êtres humains et aide à la prostitution. De tels succès sont rares. Peu nombreuses sont les victimes qui osent se rendre à la police, notamment par peur pour leurs proches resté-e-x-s au pays, sur lesquels les trafiquant-e-x-s exercent parfois des représailles cruelles. Les femmes craignent en outre d'être immédiatement expulsées si elles s'identifient comme sans-papiers. «Trop souvent, les profiteurs de la traite des êtres humains s'en tirent à bon compte», déclare l'avocate. Son travail est souvent frustrant, les succès sont rares, conclut-elle. Et pourtant: «Chaque femme que nous pouvons sauver est une raison de continuer.» |



En fin de journée, la Piste devient un **marché de la drogue** pour les habitant-e-x-s des alentours.



Une **prostituée nigériane** attend les clients sur le bord de l'artère principale qui traverse la Piste.



Après des années de service, puis de rééducation, **Constantin** a trouvé un nouvel équilibre avec le tir à l'arc.

« Si les Russes reviennent, je reprendrai les armes »

La réhabilitation, ce n'est pas uniquement soigner les cicatrices laissées par la guerre sur les corps et les esprits, c'est un acte de résistance. Reportage dans les centres hospitaliers, instituts de soins et clubs sportifs.

Texte et photos de Yohan Châble*

à nouveau grâce à sa prothèse pour retrouver son fauteuil, sa couture et ses petits-enfants.

Un peu plus loin, une porte ouverte, une chambre baignée de lumière. Oleksii travaillait sur des navires de croisière. Lorsque la Russie lance son invasion à grande échelle en 2022, le marin ukrainien vient à peine de retrouver la terre ferme. Avec sa femme enceinte de neuf mois, iels fuient à l'ouest. Oleksii junior naît sain et sauf. « Une fois ma famille mise en sécurité, il était temps d'accomplir mon devoir de citoyen », énonce tranquillement celui qui est devenu un militaire. En 2023, il s'engage dans l'armée. Un an et demi de combats acharnés plus tard, une contre-offensive, un drone kamikaze FPV, et sa jambe droite arrachée sous le genou. Le choc. La douleur. Puis le transfert à *Unbroken*. Là, tout change.

« Le jour où on m'a dit que j'étais prêt à recevoir une prothèse, c'était comme une deuxième naissance », se souvient Oleksii. Et ensuite ? L'homme ne tergiverse pas : « Une fois ma réhabilitation terminée, je pourrai enfin retourner au front. Je suis conscient que mes capacités ont diminué, mais *Unbroken* va me permettre de rester utile. En tant que pilote de drone par exemple », ironise-t-il.

« Ici, la guerre se soigne dans la répétition » | À 500 kilomètres plus à l'est, dans la capitale Kyiv, c'est dans les couloirs rénovés du centenaire institut Kundiev que la lutte se poursuit. Il y règne une atmosphère calme, presque scolaire. Une cinquantaine de soldats suivent ici un traitement longue durée pour des blessures visibles ou invisibles. L'établissement public se spécialise depuis vingt ans dans le soin des militaires. Mais après l'invasion, les besoins et l'intensité ont décuplé. Grâce aux dons internationaux, l'institut s'est doté de machines dernier cri : tapis de course connectés, simulateurs de mouvements, outils de rééducation ludique.

La journée commence par des exercices de gainage et d'étirement sur les tapis de sport de la salle centrale, et sous l'œil vigilant de Sergiy, kinésithérapeute. Ici, la guerre se soigne dans la répétition : respirer, se concentrer, recommencer. Sergiy parle peu, corrige souvent. Une respiration trop rapide, un genou mal placé, un souffle trop court. « On réapprend à écouter son corps. Avant, c'était un outil. Maintenant, c'est un terrain de reconquête. Chaque session est pensée pour redonner coordination, endurance et mobilité », explique-t-il. Le soignant a plusieurs cordes à son arc. Deux fois par semaine, le soir venu, il quitte l'institut en direction de la banlieue est de Kyiv pour y retrouver certains de ses patients. Là, dans une usine soviétique laissée à l'abandon, une salle réaménagée résonne des chocs sur les cibles. Au club de tir à l'arc de la *Kyiv Target Archery School*, les arcs ne servent pas à combattre, mais à se reconstruire.

« Ce sport développe la coordination, renforce les muscles, calme le mental. Des qualités essentielles pour les vétérans », décrit Eugène, fondateur du club. Ici, on s'entraîne quand on le souhaite. Pour les militaires, soit un tiers des effectifs, c'est gratuit.

Dans un coin de la salle, une silhouette solide ajuste son arc. Constantin est un vétéran. Usé par la vie certes, mais le regard toujours aussi vif. En un clin d'œil, sa flèche s'envole vers le centre de la cible. Le quinquagénaire a combattu à Marioupol dès 2016, dans l'infanterie marine. Trois blessures plus tard, il est contraint de raccrocher. En 2022, après deux ans de réhabilitation, Constantin doit brusquement reprendre du service. Membre de l'unité de défense territoriale de Kyiv, il rejoint les milliers de civil-e-x-s qui s'arment pour repousser l'invasion russe. Une fois la capitale hors de danger, il est assigné à l'hôpital pour plusieurs mois de repos. « J'ai dépassé les limites de mon corps en retournant

au combat. Désormais, je dois subir des soins à vie », soupire-t-il.

De retour à la maison, il sombre dans l'alcoolisme, prend 40 kilos et développe un bégaiement dû au stress. Avant de découvrir les vertus du tir à l'arc. En un an de pratique, Constantin perd ses kilos en trop, son bégaiement et son penchant pour la boisson. « Le tir à l'arc m'a rendu ma vie. » Mais dans l'Ukraine de 2025, nul vétéran ne peut se permettre d'oublier qu'un jour, il lui faudra peut-être la risquer à nouveau. Constantin en est bien conscient : « Peu importe mon âge et mes blessures, si les Russes reviennent jusqu'ici, je reprendrai les armes. » |

** Originaire de Bayonne (F), Yohan Châble est journaliste freelance. Il collabore avec des titres comme Libération ou Marianne. Il a entrepris un tour du monde, profitant de ses étapes pour réaliser des reportages.*



Oleksii, vétéran blessé sur le front ukrainien en 2024, a obtenu une prothèse à l'institut *Unbroken* de Lviv. Il prévoit de retourner au combat en tant que pilote de drone.

Une fine pluie s'écrase sur les trottoirs de Lviv, les pavés luisant sous le ciel d'acier. Au loin, la sirène d'alerte aérienne résonne, presque familière. Personne ne réagit. Dans l'ouest de l'Ukraine, loin des lignes de front, le quotidien suit son cours. Mais ici aussi, la guerre est partout. À l'entrée du centre de réhabilitation *Unbroken*, des soldats en fauteuil ou en béquilles se croisent sans un mot. Quelques-uns écoutent de la musique, la plupart fument, tous semblent ailleurs. Les murs blancs sont flambant neufs, le sol sent le désinfectant et les visages portent quelque chose d'indéchiffrable.

Depuis sa création en avril 2023, le centre a accueilli des milliers de patient-e-x-s. « *Unbroken* est une ville dans la ville », dit-on ici. Proche de l'Union européenne, connecté au plus grand hôpital de l'Ouest ukrainien, il est devenu une référence mondiale dans le domaine de la prothèse et de la chirurgie reconstructrice. Le corps médical

local travaille en partenariat avec des spécialistes venu-e-x-s d'Europe, des États-Unis ou encore du Japon. Greffe de membres bioniques, reconstruction faciale, psychothérapie avancée... À *Unbroken*, on répare les corps. Parfois les âmes. Souvent les deux.

« On invente de nouvelles façons de soigner » | Victime d'un grave accident de voiture, Victoria Khemych est arrivée ici en tant que patiente. « Je n'avais jamais vu un tel niveau de soins », se remémore la jeune civile. « Après être passé à *Unbroken*, on a envie de continuer à vivre. Et de rendre ce qu'on a reçu », explique-t-elle en faisant visiter les lieux d'un bon pas malgré son léger boitement. Celle qui a quitté son travail pour se consacrer au centre raconte les salles de rééducation où l'on réapprend à faire à manger, à monter un escalier, ou simplement à dormir. « Ces gestes basiques deviennent des monstres après un traumatisme. »

Attablé devant un café fumant dans la cafétéria, le docteur Hnat Herych, chef du département chirurgical, se souvient des débuts. « Dès les premiers mois de la guerre, on a compris que les soins urgents ne suffiraient plus. Il fallait penser à la suite, à la réhabilitation. » Depuis, toujours plus de blessé-e-x-s arrivent, porteur-euse-x-s de traumatismes inédits. « On crée constamment de nouvelles façons de soigner », confie le docteur, les traits tirés mais le dos droit.

Parmi les visages qui hantent les couloirs d'*Unbroken*, celui de Valentyna Kremniova rayonne. Son portrait accroché au cinquième étage – celui des chambres des convalescent-e-x-s – attire l'œil et force le respect. À 72 ans, cette grand-mère venue d'un village trop proche de la frontière russe a survécu à cinq jours de bombardements, seule dans sa maison éventrée, la jambe arrachée par un obus. Toujours en réhabilitation, elle n'a qu'un rêve : marcher



Le « camp le plus dangereux du monde » en péril

Le complexe d'Al-Hol abrite 36 000 personnes liées à l'État islamique. Depuis la chute de Bachar Al-Assad et le gel des financements américains, des services vitaux sont suspendus et le camp entier pourrait fermer en septembre. Texte et photos de Sami Zaïbi*

Sur la route depuis Hassaké, les plaines désertiques du Rojava s'étirent à perte de vue. Pas d'agriculture, pas de villages, pas de collines dans cette région du nord-est de la Syrie : simplement ces étendues de terre nue, parfois ponctuées d'un troupeau de moutons et leur berger enturbanné. Ces airs de fin du monde pourraient inviter à la rêverie si la présence de nombreux points de contrôle, tenus par des soldats sourcilieux et armés jusqu'au cou, ne rappelait ce qui se trouve au bout de l'asphalte : « le camp le plus dangereux du monde », de l'aveu même de ceux qui le gèrent, les membres des Forces démocratiques syriennes (FDS).

Derrière des fils barbelés et un ultime check-point, le camp d'Al-Hol apparaît enfin, véritable océan de tentes malmenées par les vents secs. Construit en 1991 pour accueillir les Irakien·ne·x·s fuyant la guerre du Golfe, le complexe a été agrandi une première fois lors de l'invasion américaine en Irak en 2003, puis une seconde fois à la suite de la défaite

de l'État islamique en 2017. Abritant surtout les familles des djihadistes emprisonnés ou morts au combat, il a compté jusqu'à 50 000 résident·e·x·s. En raison du retour, encore en cours, de milliers d'Irakien·ne·x·s dans leur pays d'origine, il en compte désormais 36 000. Principalement des femmes et des enfants, de Syrie et d'Irak, parqué·e·x·s là sans procès ni autre perspective que le bout de leur tente. Les plus jeunes n'ont jamais connu autre chose que le camp.

Militaire ou humanitaire ? | Ni prison ni camp de réfugié·e·x·s ordinaire, Al-Hol se trouve à mi-chemin entre l'humanitaire et le militaire. Dans les allées poussiéreuses qui quadrillent le complexe, les ambulances du Croissant-Rouge syrien côtoient les blindés des FDS, les docteurs en blouse croisent les soldats en gilet pare-balles. Cet entre-deux tient au statut ambivalent de ses résident·e·x·s. Pour la plupart, ce sont des épouses et enfants de djihadistes (seuls 5 % sont des hommes, en général

des Irakiens qui ont fui Daesh en 2016). Iels n'ont pas participé aux combats, mais la plupart ont vécu au sein de l'État islamique et souscrivent à son idéologie.

Cela se remarque très rapidement dans le camp. Toutes les femmes sans exception portent un voile intégral et des gants, de même que certaines fillettes pas plus âgées que 6 ans. « Si demain, l'État islamique revenait, nous voudrions y retourner tout de suite », confient sans détour des femmes regroupées devant un bureau de change, où elles viennent chercher l'argent envoyé par leurs proches. Un apport qui permet d'améliorer un peu un quotidien autrement spartiate : à Al-Hol, on ne meurt pas de faim, mais on ne mange pas plus que nécessaire, et l'on dort parfois à dix dans des tentes minimalistes où il fait trop chaud l'été et trop froid l'hiver.

La directrice du camp, Jihane Hanan, confirme le danger qui plane sur « son » camp. « Derrière le calme apparent, nous restons en état d'alerte. À Al-Hol, on ne sait pas ce qui peut se produire dans un

◀ Près de 36 000 personnes, principalement des femmes et des enfants de djihadistes, vivent aujourd'hui dans le **complexe d'Al-Hol**.

jour, dans une heure. Ce camp est une bombe à retardement. Je ne parle pas seulement des armes et de la violence – qui sont présentes – mais d'un danger encore plus grand : l'idéologie. Les habitants du camp sont profondément ancrés dans une pensée extrémiste. Ils viennent d'un milieu radicalisé, et le contexte dans lequel ils vivent aujourd'hui ne fait qu'encourager cette pensée. C'est un danger non seulement pour la région, mais pour le monde entier. » Pour illustrer le propos, la responsable sort son téléphone de sa poche et montre une photo d'un tas d'ossements carbonisés au fond d'un trou creusé dans la terre. « On a retrouvé le squelette de cette femme enterré dans le camp il y a quelques semaines. On ne sait pas ce qu'il s'est passé, mais cela arrive ponctuellement. Il y a de la violence et des armes qui circulent. »

Meurtres et évasions | Ces derniers mois, les tentatives d'évasion pour rejoindre les cellules dormantes de l'État islamique se sont multipliées. « Encore la semaine dernière, cinq adolescents ont réussi à s'enfuir, se souvient Jihane Hanan. Ils sont embrigadés par Daesh, qui vise particulièrement les 16-20 ans et les appelle les 'lionceaux du califat'. Pour déjouer ces évasions, des opérations de sécurité sont régulièrement menées dans le camp. » Une fois passée la clôture de 2,5 mètres de haut qui entoure Al-Hol, seuls quelques miradors veillent. Insuffisant pour empêcher toutes les tentatives, d'autant plus que les résident·e·x·s du camp peuvent communiquer par téléphone avec les djihadistes à l'extérieur.

En décembre, après l'offensive éclair du mouvement islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTS) qui a renversé Bachar Al-Assad, la zizanie s'est emparée d'Al-Hol. « Pendant les deux premières semaines, la situation était chaotique, se souvient Jihane Hanan. Nous avons reçu des informations sur des menaces d'attaques contre le camp, on se demandait si HTS

allait prendre le contrôle de la région. Certains détenus avaient déjà fait leurs affaires, sûrs que les nouveaux dirigeants allaient venir les libérer. »

Pour le moment, le Nord-Est syrien reste contrôlé uniquement par les Kurdes. Mais cela pourrait changer. Début mars, les FDS ont signé un accord historique avec les nouveaux dirigeants de Damas. Ils acceptent de lâcher les armes et d'intégrer leurs troupes à la future armée nationale syrienne. « Un accord devrait être conclu pour intégrer les prisons et les camps dans l'administration pénitentiaire de Damas, mais tout reste encore à discuter », explique la ministre kurde des Affaires étrangères, Ilhem Ahmad, rencontrée dans son bureau à Hassaké. Comment la mouvance islamiste va-t-elle alors gérer ses « cousins » de Daesh ?

Fin de l'aide américaine | Au-delà des questions sécuritaire et politique, le principal enjeu de ces prochains mois est financier. L'aide américaine, qui représente 60 % du financement d'Al-Hol, a été brusquement suspendue par le nouveau président, Donald Trump. « En l'état, le financement du camp est assuré jusqu'en septembre. Au-delà, c'est l'inconnu total », soupire la directrice. Certaines organisations ont déjà cessé leurs activités. Le secteur médical est le

plus touché. Les opérations lourdes, qui se font hors du camp, dans la ville de Hassaké, ne sont par exemple plus prises en charge. De plus, des denrées de première nécessité manquent, à commencer par le lait maternel. Peu après les déclarations du président américain, les FDS ont annoncé, certainement pour mettre la pression, vouloir fermer le camp d'ici à la fin de l'année. En réaction, l'Union européenne s'active : mi-mars, ses hauts responsables ont tenu une réunion d'urgence pour plancher sur un plan censé pallier les coupes américaines.

Mais quel avenir à terme, même si la question du financement est résolue ? Les Irakien·ne·x·s devraient pouvoir rentrer chez eux – c'est déjà le cas de plusieurs centaines chaque mois. Pour les Syrien·ne·x·s, des discussions sont engagées avec HTS sur leur retour dans leur région d'origine, mais cette solution comporte des risques sécuritaires élevés. Quant aux personnes d'origine étrangère – notamment des minorités musulmanes chinoises, qui pour beaucoup ne veulent pas rentrer chez elles –, c'est le mystère total. |

** Après avoir travaillé pour Le Temps, Sami Zaïbi a décidé de s'installer au Caire. Il s'est spécialisé dans le Moyen-Orient et poursuit sa collaboration avec plusieurs médias romands, dont Heidi News et 24Heures.*



À mi-chemin entre un camp humanitaire et une prison, Al-Hol vit au rythme des tentatives d'évasion pour rejoindre les cellules dormantes de l'État islamique.



Le silence de Kinshasa

Depuis la résurgence du groupe armé M23, le Kivu, dans l'est de la RDC, est régulièrement en proie aux violences. Mais les médias maintiennent la population du pays dans le flou. Par Fidèle Kitsa*, Goma

Des morts par milliers, d'innombrables blessé·e·x·s et pas moins de 700 000 personnes déplacées. Les combats qui ont repris entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et le Mouvement du 23 mars – le M23, soutenu par les troupes rwandaises selon plusieurs rapports de l'ONU – au début de cette année ont frappé de plein fouet les villes de Goma et Bukavu, dans le Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Mais la guerre ne se déroule pas seulement sur le champ de bataille, elle est aussi médiatique. Les parties en conflit ont opté pour la désinformation afin de faire passer leur message et mobiliser les habitant·e·x·s de la région à se ranger derrière leur cause.

Les fausses informations ne sont pas seulement diffusées par les médias traditionnels, mais aussi par les médias en ligne et les réseaux sociaux tels que Facebook ou X, qui représentent une source d'informations importante pour

beaucoup en RDC. Depuis la reprise du conflit, le gouvernement a pris des mesures sévères contre les journalistes. Aujourd'hui encore, il est difficile pour les journalistes et les médias de l'est du pays d'obtenir des informations de la part des autorités congolaises. La liberté de la presse est fortement restreinte ; les journalistes qui ne se plient pas au récit du gouvernement selon lequel tout est sous contrôle sont menacé·e·x·s, poursuivi·e·x·s en justice ou même arrêté·e·x·s. En janvier dernier, le gouvernement a suspendu le service d'information Al Jazeera. De nombreux journalistes de premier plan ont déjà quitté le pays et certains médias ont mis la clé sous la porte.

Au plus fort du conflit, de nombreux·ses Congolais·e·x·s déploieraient d'ailleurs ne pas avoir accès à des informations récentes sur les violences. « Lorsque je vais sur internet pour m'informer, je constate que la réalité sur le terrain est souvent faussée. Certains

journalistes qui ont pris position se sont rangés derrière les politiques pour nous donner des fausses nouvelles », déclare Amani Mugisho, un habitant de Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu.

Un autre habitant, Kulimushi, ajoute : « On ne peut plus parler de ce qui se passe chez nous. Lorsque je tente de parler de situations que je vis, de la réalité sur le terrain qui ne correspond pas à ce que le gouvernement dit, je me fais traiter de Rwandais, de traître. Pourtant, je suis sur place et je vois ce qui se passe. » Et d'ajouter : « Le gouvernement congolais ne communique pas les informations qui pourraient mettre en lumière ses faiblesses. C'est uniquement de la propagande, une tentative de nous manipuler avec des informations qui ne tiennent pas debout. »

Francine Nzigire, qui habite aussi Bukavu, se rappelle la manière dont les autorités congolaises avaient annoncé la chute de Goma entre les mains des rebelles du M23. « Le gouvernement

◀ Aussi bien l'armée congolaise que le M23 tiennent régulièrement des points de presse. Mais les informations ne correspondent pas toujours à la réalité sur le terrain.

congolais nous disait que la situation était sous contrôle. La phrase qu'on entendait le plus, c'était 'nous avons mis en déroute ces rebelles'. Pourtant, quand je parlais à ma nièce qui était à Goma, elle me disait avoir vu le M23. Au même moment, la radio officielle à Kinshasa annonçait que les troupes du M23 étaient encerclées et en train d'être repoussées par les FARDC. On ne savait plus sur quel pied danser », raconte-t-elle.

Au plus près des contre-vérités | À Goma, la population semble dubitative par rapport aux discours officiels. Avec l'expérience du mois de janvier dernier, lorsque le chef-lieu du Nord-Kivu est passé sous contrôle des rebelles du M23, elle a de quoi l'être.

Nelson Kasereka, commerçant dans la ville de Goma, regrette d'avoir fait confiance à la version officielle : « J'ai tout perdu, ma boutique a été pillée au mois de janvier. Dans les jours qui ont précédé, j'hésitais un peu : d'une part, en voyant ce qui se passait sur place, je craignais que Goma passe sous contrôle du M23. J'étais aussi dans un groupe Whats-App dans lequel nous recevions des alertes de la part de proches et d'autres commerçants sur la situation de la ville. Et d'autre part, lorsque j'entendais la version officielle des médias ou sur les réseaux sociaux, le gouvernement nous rassurait en déclarant que Goma ne serait jamais contrôlée par les rebelles. Même quand la ville est devenue un champ de bataille, le discours de Kinshasa se voulait rassurant. »

Pire, le narratif officiel accusait toutes les voix discordantes de collaborer avec le M23 et le Rwanda. « Il y a un terme qui circule, on dit 'poison rwandais' », explique Kevin Ushindi, un autre habitant de Goma. « C'est-à-dire que si vous ne parlez pas le même langage que le gouvernement congolais, vous êtes taxé de traître par nos autorités. Ils veulent nous intimider pour ne pas parler de ce

qui se passe chez nous, car ils ont opté pour nous mentir, nous manipuler. »

Cacher pour mieux régner | Mais que cherche le gouvernement en diffusant de fausses informations ? La liberté de la presse est très compromise en RDC depuis des années. Une situation qui s'explique notamment par la volonté du gouvernement d'empêcher que des informations sur la corruption, les scandales politiques ou même les violations des droits humains commises par les autorités ne soient rendues publiques. Il s'agit également de prévenir des soulèvements de grande ampleur et, en fin de compte, d'asseoir le pouvoir des dirigeant·e·x·s. La présence de nombreuses multinationales en RDC joue également un rôle important. Le pouvoir veut éviter que des inquiétudes en matière de sécurité ne surgissent du côté des entreprises, majoritairement actives dans l'extraction du cuivre et du cobalt, et n'entraînent la suspension de leur activité, voire leur retrait du territoire congolais. Le gouvernement a ainsi tenté à plusieurs reprises de dissimuler que certaines mines étaient déjà sous le contrôle du M23, bien que cette information ait déjà été relayée par les médias internationaux.

Françoise Uwimana, rencontrée à Goma, est convaincue que le conflit « caché » dans l'est de la RDC mérite d'être connu par toutes les Congolais·e·x·s « pour pousser nos autorités à agir et nous ramener la paix. Ce n'est que lorsqu'on veut parler de corruption qu'on vous dit que le pays est en guerre et que nos autorités sont concentrées sur la sécurité. »

Selon John Mukengere, expert en vérification des faits à Congo Check, un média spécialisé dans le *fact-checking* dans la partie est de la RDC, la prolifération de ces rumeurs, amplifiée par les réseaux sociaux, a un impact négatif sensible sur les comportements de la population. « La majorité de la population a accès à l'information, mais le plus

gros problème, c'est la qualité de celle qui provient des gouvernants. »

Pour Edgard Mahungu, chercheur en Sciences de l'information et de la communication et enseignant des universités en RDC, la guerre est contextuelle. « Son déroulement, son évolution sur le terrain influent sur la perception et la manière d'en parler ou de la traiter. Le gouvernement congolais n'a pas réussi à livrer les éléments nécessaires sur un conflit complexe pour que la population soit informée de manière objective, claire et précise. Il a préféré se taire et ainsi se livrer à la désinformation, une manière de redorer son blason en maintenant la population dans un flou, laissant toute la place aux rumeurs et à chacun le soin d'interpréter les informations à sa façon. »



Il n'est pas rare que les habitant·e·x·s de Bukavu aperçoivent des membres du M23 alors que le discours officiel affirmait avoir chassé le groupe armé de la province du Kivu.

« La guerre n'est pas que militaire, analyse Edgard Mahungu. Elle n'est pas non plus seulement diplomatique. Elle est devenue également numérique et informationnelle. La désinformation devient ainsi une arme, que les parties au conflit auraient tort de ne pas utiliser d'un point de vue stratégique. » |

* Fidèle Kitsa est journaliste indépendant, basé à Goma. Il collabore régulièrement avec des médias en langue française comme Brut ou France24 ou anglaise comme The New Humanitarian.

DYSTOPIE

La politique de l’actuelle administration américaine est-elle en train de façonner le monde de demain?



Une plongée dans la Suisse de 2030 à travers les visions de Maxime Schertenleib, illustrateur, et Nadia Boehlen, porte-parole d’Amnesty Suisse. L’illustrateur et l’autrice ne se sont pas concerté-e-s.

Thé froid gingembre

« *Di um lado esse carnaval / Do outro a fome total* » : cet extrait d’une chanson de Gilberto Gil, qui oppose la liesse du carnaval à la faim qui ronge une partie du monde et de son propre pays, me revient à l’esprit lorsque j’emprunte les escaliers interminables qui, depuis l’avenue de France, débouchent sur la rue du Maupas. J’observe les façades des immeubles alentour qui se colorient de teintes chaudes, les nuances de rose dans le ciel et l’échappée sur le lac en contrebas. Je savoure ce moment que j’ai toujours aimé, juste avant un rendez-vous attendu. Et comme dans la chanson de Gil, je perçois le contraste entre la douceur de vivre qu’offre malgré tout notre petit pays et le chaos qui règne en certains endroits du globe. Même si je ressens, en même temps, une forme de culpabilité à saisir la beauté de l’instant, dans ce monde dont l’humanité a été entaillée par quatre années de pouvoir brutal.

J’ai quelques minutes de retard. Micha est déjà attablé à la terrasse de l’Atelier. Il porte un pantalon fluide rehaussé de légers strass, ses bottines noires pointues à talonnettes et sa veste en jean *eighties* épaules XXL. Je souris en revoyant certains épisodes qui, petit à petit, ont formé notre amitié. Notre rencontre lors d’une discussion à Visions du réel. Le jour où il m’a présenté à un de ses collègues comme une amie. Et ce goûter avec sa mère et ses deux sœurs aînées pendant les fêtes de Noël dans leur maison de Froideville. La neige tombe, nous dégustons une tisane brûlante et des pâtisseries ramenées d’un de ses récents voyages en Tunisie. Plus de vingt ans nous séparent, et peut-être pour cette raison n’ai-je jamais cherché à provoquer cette amitié, qui pourtant s’est installée au fil du temps.

Le soleil de fin de jour tape doucement sur les tables en métal, le parfum d’une fleur que je ne sais nommer flotte dans l’air. Autour de nous, des mamans du quartier, un groupe de jeunes qui semble fêter une échéance –diplôme ou série d’examens–, et des familles, des couples, deux ou trois solitaires, qui touxtes me semblent porté-e-x-s par la douceur du jour.

- Qu’est-ce que tu bois? dis-je en lui souriant.
- Un thé froid gingembre maison, délicieux, me dit Micha en me tendant la carte qu’il a scannée sur son portable.
- Je prends comme toi.
- Nous venons à peine de commander que deux hommes s’arrêtent devant notre table. L’un d’eux fixe Micha avec insistance.
- C’est un trans, ton pote? me demande-t-il, sans détour.

- On est soit un homme, soit une femme. Faut arrêter avec vos délires, ajoute l’autre.
- Micha se redresse sur sa chaise, le regard ferme.
- Je ne suis pas trans. Je suis gay et non binaire. Ce n’est pas la même chose. Et ce n’est pas un délire.
- Ah ouais? Et tu te prends pour quoi alors? Une licorne?! s’énerve le premier.
- Je me prends pour moi.
- Je me lève et la voix plus sèche que je ne l’aurais cru je fais remarquer :
- Ce que vous faites là, c’est une agression. Un acte haineux. Reculez.
- Oh ça va, la meuf, on rigole, balance l’un d’eux en bousculant Micha d’un coup d’épaule.
- Une femme à une table voisine se lève également, visiblement choquée.
- Arrêtez, dit-elle d’une voix claire.
- Je tends la main vers Micha, le cuisinier surgit de l’intérieur, suivi du serveur.
- Ça suffit maintenant! Vous partez tout de suite, lance le cuisinier d’une voix forte.
- Et vous ne remettez plus les pieds ici, ajoute le serveur, les yeux noirs.
- Les deux hommes reculent, marmonnent quelque chose d’inaudible, puis s’éloignent en lançant un dernier regard mauvais. Le silence retombe. Micha ne bouge pas. Je pose ma main sur la sienne.
- Le serveur revient, attentif.
- Ça va? Vous avez besoin de quelque chose? Vous voulez venir à l’intérieur pour être plus au calme?
- J’interroge Micha du regard, qui secoue doucement la tête pour décliner la proposition.
- Est-ce qu’on appelle la police pour faire un signalement?
- Oui, on doit, répond Micha.
- Le cuisinier s’approche à son tour, essuie ses mains sur son tablier.
- On est désolés. Ce n’est pas la première fois... c’est plus violent, maintenant. Avant, les gens gardaient ça pour eux.
- Micha hoche la tête, le regard perdu.
- Maintenant, ils se sentent légitimes. Comme si on leur avait donné la permission. |

Nadia Boehlen

Grandir sous les drones

Cigaal vit avec son père et sa tante dans un petit village sur la côte somalienne. Tous les jours, des drones américains le survolent à basse altitude, avant de retourner d'où ils viennent une fois leur funeste travail accompli. L'hôpital de la ville voisine reçoit les blessé-e-x-s, l'oncle hérite des morts. Il est un peu homme à tout faire, un peu trafiquant, un peu fossoyeur. Faute de financement, l'école du village est contrainte de fermer. Le jeune Cigaal n'a pas d'autre choix que d'aller dans un pensionnat en ville.

Le village aux portes du paradis est le premier long métrage du réalisateur austro-somalien Mo Harawe. Avec beaucoup de pudeur, les protagonistes laissent entrevoir une Somalie dans laquelle les valeurs comme l'empathie, la

solidarité résistent à la pauvreté, à la modernisation et à l'exode rural.
Jean-Marie Banderet



Le village aux portes du paradis, Mo Harawe, Somalie, 2024, 133 minutes.



NOUS AVONS BESOIN DE VOUS

Depuis des années, ces deux pages sont rédigées par notre rédaction bénévole. Nous adressons un grand merci à toutes les personnes qui donnent de leur temps pour vous proposer ces chroniques !

Vous aussi, vous souhaitez découvrir en avant-première livres, films, romans graphiques ou expositions ? Notre rédaction se fera un plaisir de publier votre critique.

Besoin de plus d'infos ?
Prêt-e-x à tenter l'expérience ?
Écrivez-nous sur redaction@amnesty.ch !

Des femmes et la guerre

Dans le documentaire «Sous les manguiers», écrit et réalisé par l'anthropologue Damaris Lüthi, cinq femmes prennent la parole pour raconter la guerre civile qui a opposé le gouvernement cinghalais et le groupe armé des Tigres tamouls au Sri Lanka entre 1983 et 2009. Par Anaïd Lindemann

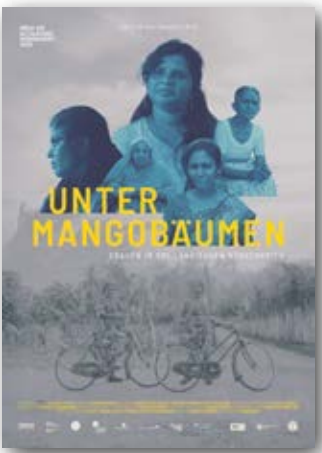
Rarement un documentaire de guerre se focalise sur les femmes, encore moins sur des femmes activement impliquées – et non seulement victimes. *Sous les manguiers* est, en ce sens, un tour de force. Autre prouesse de ce film nommé aux Journées de Soleure : éclairer ce conflit qui a coûté la vie à des dizaines de milliers de personnes en donnant la parole à des femmes issues de toutes les communautés représentées dans cet État insulaire. Les voix de Tamoules de confession hindouiste – le groupe le plus représenté parmi les victimes de ces luttes – se mêlent ainsi à celles de confessions chrétienne et musulmane, et d'une Cinghalaise bouddhiste.

On y rencontre Ambika, recrutée de force par les Tigres, Sathajini et Vijayambikai, dont l'une est mutilée de guerre, qui les ont rejoints volontairement pour combattre. Bareera, quant à elle, est Tamoule musulmane et a été expulsée de chez elle, alors que la Cinghalaise Rammenike a perdu mari et fils.

Pour rappel, la guerre civile au Sri Lanka découle de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement cinghalais après l'indépendance du pays en 1948. Ce dernier édicte progressivement des lois discriminatoires à l'égard de la minorité tamoule, auparavant favorisée par les Britanniques. Le groupe armé des Tigres de libération revendique un État indépendant et entre en guerre contre le gouvernement en 1983. En vingt-six ans de conflit, plus de

100 000 personnes ont trouvé la mort et un million et demi de personnes ont été déplacées. Aujourd'hui, près de 60 000 personnes d'origine sri lankaise vivent en Suisse, dont beaucoup nées de parents réfugiés.

Aucune voix *off*, uniquement celles de ces femmes qui témoignent face caméra ou dans leur quotidien en Suisse et au Sri Lanka, entrecoupées d'images d'archives, de poèmes et de brefs textes offrant des clefs de compréhension. Si chaque parcours est différent, ces femmes ont toutes en commun d'avoir vécu cette guerre traumatisante et d'être en quête de reconstruction. Toutes, aussi, semblent trouver une forme d'apaisement au contact de la jeune génération qui n'a pas connu la guerre. |



Sous les manguiers, Damaris Lüthi, Minimages, 2025, 89 minutes.

Entre tragédies et joie de vivre

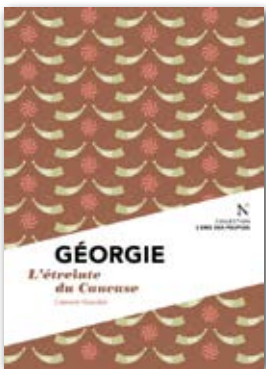
La Géorgie est trop méconnue. Mais aujourd'hui, plus que jamais, il est important de s'y intéresser. C'est la conviction du journaliste Clément Girardot, spécialiste du Caucase et correspondant à Tbilissi jusqu'à son expulsion du pays en décembre dernier, en raison de son travail (lire son opinion page 9). Dans *L'étreinte du Caucase*, il s'est donné pour mission de présenter au public francophone cette petite nation au carrefour de l'Europe, de la Russie, de l'Asie et du Moyen-Orient, et dont la population se bat contre l'autoritarisme grandissant du « Rêve géorgien », le parti au pouvoir de l'oligarque pro-russe Bidzina Ivanichvili. Girardot l'affirme, l'aspiration européenne des Géorgien-ne-x-s et leur lutte pour leurs

droits nous concernent, « car, en creux, c'est aussi le destin de l'Europe qui se joue [en Géorgie] ».

En convoquant la riche histoire et les mythes qui font la nation géorgienne, en nous emmenant aux quatre coins d'un pays qu'il a parcouru pour ses reportages et en donnant la parole à différent-e-x-s artistes ou académicien-ne-x-s, Clément Girardot dresse un portrait teinté d'une affection particulière pour le pays qui l'a accueilli pendant plusieurs années. Sur-tout, on y découvre un peuple qui, habitué aux coups durs, se refuse à sombrer dans le cynisme et cultive un amour de la fête, de la table, de la poésie ou plus largement de la vie, ancré depuis des générations. *L'étreinte du Caucase* en dit long sur la Géorgie et ses habitant-e-x-s, mais

surtout donne envie d'en découvrir encore plus. Et d'exprimer son admiration pour une société civile au courage et aux valeurs démocratiques chevillés au corps. |

Par Déo Negamiyimana



Géorgie : L'étreinte du Caucase, Clément Girardot, Bruxelles, Nevicata, 2025, 83 pages.

Le salut vient de l'Europe

Dans son ouvrage *Notre guerre quotidienne*, Andreï Kourkov revient sur les trois dernières années de la guerre qui secoue l'Ukraine. En mettant en évidence l'identité ukrainienne, sa résistance culturelle et ses souffrances, l'écrivain estime que le salut de son pays réside en l'Union européenne.

Andreï Kourkov invite son lectorat à vivre le conflit ukrainien de l'intérieur et à comprendre les raisons qui motivent la haine à l'égard du pouvoir russe. Pour lui, la Russie combat l'identité et la langue ukrainiennes depuis près de quatre cents ans. Dans le contexte actuel, il estime que le temps où l'on ne savait rien sur l'Ukraine en dehors du pays doit être révolu.

Les 71 chroniques sont pleines de la tragédie et des histoires tristes qui font

le quotidien des Ukrainien-ne-x-s. Mais on nous montre aussi une population qui accorde une attache particulière à la vie : naissances, mariages ou encore fête du Nouvel-An. Les théâtres comme les restaurants sont souvent bondés et il est parfois difficile d'y trouver une place.

L'auteur tient à mettre en évidence l'humour du peuple ukrainien comme acte de résistance. « Pendant la première année de la guerre, écrit-il, les soldats enregistraient des vidéos qu'ils publiaient ensuite sur TikTok. On les voyait rayonnants de joie. C'était sûrement une façon de nous motiver, nous autres les civils », explique l'écrivain.

Andreï Kourkov estime que la victoire de l'Ukraine sera de rester un pays indépendant tout en se tenant loin du grand voisin qui n'a jamais cessé de le détruire.

Pour lui, devenir membre de l'Union européenne et intégrer sa vie culturelle et sociopolitique serait son salut. |

Par Déo Negamiyimana



Notre guerre quotidienne, Andreï Kourkov, traduit par Johann Bihr et Odile Demange, Paris, Noir sur Blanc, 2025, 256 pages.

« J'aimerais pouvoir dire que ce n'est pas politique de chanter en arabe »



Le musicien helvético-marocain Sami Galbi fait se rencontrer le raï et les synthétiseurs. Le succès enregistré dès son premier single sorti fin 2023 lui permet de porter un message militant.

Propos recueillis par Baptiste Fellay

Sami Galbi, issu de la culture des squats lausannoise, se produit aujourd'hui sur les plus grandes scènes du pays. La radio Couleur 3 avait interrompu la diffusion en direct de son concert à Paléo en 2024 alors qu'il lançait un slogan pro-palestinien. Il revient cette année pour défendre un premier album, *Ylh Bye Bye*, sorti le 2 mai chez Bongo Joe, et repartir en tournée aux quatre coins de l'Europe, avec un passage par... le Paléo, le 23 juillet prochain.

► **AMNESTY: Il y aura de nouveau un message pour la Palestine cette année à Paléo?**

◀ **Sami Galbi:** Évidemment, une occasion comme ça ne se rate pas!

► **Comment avez-vous vécu la censure de Couleur 3 l'année passée?**

◀ Je suis conscient que les employés de Couleur 3 ne sont pas complètement libres. Mais ça reste problématique de stigmatiser une voix pro-palestinienne, car c'est valider tout le discours qui voudrait que l'on soit apolitique sur cette

question. Nous devons dénoncer cette langue de bois. Les animateurices de Couleur 3 ont une responsabilité. Ils ont disqualifié mon propos. Et le faire, c'est prendre position et participer à la normalisation du génocide en cours.

► **Que répondez-vous quand on vous dit que la musique doit rassembler plutôt que diviser sur des questions jugées sensibles?**

◀ Ce ne sont pas les musiciens ou les personnes racisées qui divisent le monde, c'est le monde qui nous divise depuis longtemps. Quand tu subis des oppressions, de quelque type que ce soit, ça te fait gentiment rire ce genre de remarque. Les personnes qui dominent la société n'ont aucun intérêt à ce que nous appuyions là où ça fait mal. Réclamer une culture qui ne froisse personne et qui divertisse est une position de privilège, et une rhétorique pour nous faire taire.

► **Est-ce de plus en plus difficile de prendre position?**

◀ Dans les médias surtout. Les journalistes essaient de m'amener sur les sujets qui les arrangent. Souvent, on me pose des questions sur la dimension *queer* de mes musiques et de mes visuels. C'est un sujet extrêmement politique, mais plus accepté en Europe, presque vendeur. On évite en revanche totalement les questions palestinienne et décoloniale. J'en parle malgré tout, mais je remarque qu'on m'invite rarement pour des directs, et quand je relis les retranscriptions de

presse écrite, on angle très souvent sur les sujets qui arrangent la rédaction. Je refuse de plus en plus d'interviews.

► **Votre notoriété grandit très vite. Est-ce qu'on se sent une responsabilité également grandissante?**

◀ Avec plus de visibilité, notre parole a plus de poids. Si l'on peut, on doit utiliser les espaces que nous avons à disposition pour faire entendre notre voix. Mais chacun doit se questionner sur ce qu'il peut impacter. Tout ne doit pas reposer sur le dos des artistes, qui non seulement ne sont pas les acteurs avec le plus de pouvoir, mais qui doivent vivre, payer leurs factures, etc.

► **Est-ce que vos compositions, dans le contexte actuel, ne sont pas en soi politiques?**

◀ J'essaie de ne pas aborder ma musique uniquement par le prisme identitaire, même si c'est vrai que c'est indissociable. En produisant de la culture arabophone – le raï est très nord-africain et le marocain est un dialecte propre, mais le public occidental amalgame toutes ces cultures –, on est identifiés comme Arabes. J'aimerais vous dire que ce n'est pas politique de chanter en arabe, mais ce serait naïf. Du 11 septembre au génocide palestinien, on voit l'amalgame entre cultures arabe et musulmane, entre lutte terroriste et politique, l'angoisse face aux arrivées de migrants. Dans ce contexte, tu chantes en arabe, tu es ramené à ces questions. Le regard est très différent sur un artiste sud-américain par exemple. |



© Amnesty International

MANIFESTATIONS, «PRIDES» ET GRÈVE FÉMINISTE DANS LA RUE POUR LES DROITS HUMAINS!

Lorsque les droits humains sont menacés par des politiques autoritaires, il est indispensable de manifester dans la rue et de faire vivre la société civile. C'est pourquoi nous appelons à descendre dans la rue pour défendre les droits humains, que ce soit lors de manifestations, de marches des fiertés ou de grèves féministes.

Des droits qui nous semblent acquis sont aujourd'hui menacés en Europe. Il y a 30 ans, la première marche des fiertés traversait Budapest. Et depuis lors, elle s'est tenue chaque année, pacifiquement. En mars dernier, le Parlement hongrois a pourtant adopté une loi interdisant toutes les *Prides* dans le pays sous prétexte qu'elles serviraient de «propagande» LGBTQIA+. Nous exprimons notre solidarité avec les actions contre l'interdiction des *Prides* hongroises et participerons aux marches en Suisse avec un slogan: *Protect the Pride!*

Le retour en force des forces politiques conservatrices menace l'égalité des genres dans son ensemble: recul du droit à l'avortement, nouvelle loi transphobe au Royaume-Uni ou suppression des programmes en faveur de l'égalité par le gouvernement Trump. Autant de raisons de participer cette année encore à la grève féministe pour défendre ces droits! Amnesty se mobilise avec les groupes de défense des droits des femmes pour les manifestations du 14 juin dans de nombreuses villes de Suisse. À Genève, nous aurons notre propre tronçon dans le cortège: venez nombreux·ses nous rejoindre!

Du droit de vote des femmes au mariage pour tous, c'est en manifestant que nous avons obtenu de nombreux droits. C'est pourquoi nous devons continuer à défendre le droit de manifester. Nous nous engageons pour que ce droit soit mieux protégé pour toutes et tous en Suisse. Aidez-nous à rendre visible notre campagne *Protect the Protest* dans la rue: emportez des flyers et du matériel d'action, et aidez-nous à faire signer notre pétition! D'avance merci.

Anita Goh, campagne *Protect the Protest*



Signer la pétition: amnesty.ch/petition-manifester

Informations sur la campagne: amnesty.ch/liberte-de-manifester



Plus d'informations sur www.amnesty.ch/fr/sur-amnesty/agenda

UN MATCH DE CRICKET À L'OCCASION DE LA JOURNÉE MONDIALE DES RÉFUGIÉS

Se retrouver, rivaliser le temps d'un match et prendre l'air : le sport est l'occasion pour créer un peu de familiarité et augmenter la confiance en soi de jeunes réfugié-e-x-s dont le quotidien est incertain. Amnesty Suisse organise un tournoi de cricket à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés pour attirer l'attention sur la situation et les conditions de vie particulières des jeu-

nes réfugié-e-x-s en Suisse. Si vous êtes de passage à Berne le 21 juin prochain, venez assister à des matches passionnants et vibrer avec les jeunes joueur-euse-x-s ! Vous aurez également la possibilité de frapper vous-même dans une balle, et d'échanger avec les jeunes réfugié-e-x-s et les personnes qui les soutiennent dans leurs démarches juridiques.



UN CHEMIN SPÉCIAL

Avec le retour des beaux jours, peut-être vous sentez-vous motivé-e-x par une balade dans l'Oberland bernois ? Alors pourquoi ne pas prévoir une petite excursion dans la région d'Interlaken ? Vous y trouverez le Weg der Menschenrechte, le « sentier des droits humains », fruit de la collaboration entre Amnesty Suisse et les élèves du gymnase de la ville. Il est composé de quatorze postes disséminés le long du parcours qui invitent les promeneur-euse-x-s à se plonger dans l'univers des droits humains de manière ludique et sous un angle inédit. Baptisé « Visa-vis » – juste en face, de l'autre côté de la table, de la rue ou de la rivière – pour signifier que les droits fondamentaux trouvent leur ancrage dans la vie quotidienne, il vous permettra de rejoindre Unterseen, à environ deux kilomètres.

Vous pouvez obtenir gratuitement un petit guide du parcours à l'auberge de jeunesse d'Interlaken.
Plus d'informations sur www.amnesty.ch/visavis

PÉTITION

ARRÊTEZ LES DÉPORTATIONS AUX ÉTATS-UNIS !

RETROUVEZ ÉGALEMENT NOTRE PÉTITION EN LIGNE :



À l'attention du président Donald Trump

Nous vous demandons, en tant que président des États-Unis, de respecter les droits fondamentaux des migrant-e-x-s et des personnes en quête de protection, et de renoncer à votre projet de déportations massives. Votre politique prive les gens de toute sécurité. Des personnes sont détenues et renvoyées arbitrairement, des familles sont séparées et des communautés sont déchirées.

Nous vous demandons de prendre les mesures nécessaires pour :

- Stopper immédiatement toutes les expulsions massives – y compris celles prononcées au titre de l'état d'urgence –, les rafles, les détentions massives et les expulsions sans procédure régulière ;
- Veiller à ce que les personnes qui risquent de subir de graves violations des droits humains à leur retour dans un pays tiers ne soient pas expulsées ;
- Garantir le droit de demander l'asile ;
- Veiller à ce qu'aucune personne ne soit détenue arbitrairement et que les procédures d'expulsion respectent les droits et la dignité de toutes les personnes ;
- Respecter le droit au regroupement familial ainsi que les droits des enfants ;
- Veiller à ce que toutes les lois, politiques et pratiques du gouvernement américain en matière d'asile et de migration respectent pleinement le droit à la non-discrimination.

Nom	Prénom	Adresse	Signature
1			
2			
3			
4			
5			

AMNESTY INTERNATIONAL



Veuillez envoyer le formulaire complété au plus tard le **31 juillet 2025** à Amnesty International, Section suisse, case postale, 3001 Berne.



DÉPORTATIONS DE MASSE AUX ÉTATS-UNIS IL FAUT INVERSER LA VAPEUR

Des millions de personnes en quête de protection sont en danger : la nouvelle politique migratoire du président américain Donald Trump fait planer la menace d'arrestations arbitraires, de détentions et d'expulsions.

Le président Trump a annoncé vouloir expulser des millions de migrant-e-x-s et de personnes en quête de protection. Couplé à son intention de faire sécuriser la frontière avec le Mexique par l'armée, son projet sépare des familles et entraîne des détentions arbitraires, l'expulsion de personnes en quête de protection vers leur pays d'origine où leur vie et leur intégrité physique sont menacées. Depuis l'entrée en fonction du président Trump, ces personnes vivent avec la peur de perdre leur sécurité et leurs moyens de subsistance du jour au lendemain.

Le gouvernement américain a complètement supprimé le droit de demander l'asile à la frontière avec le Mexique. Cette pratique est contraire à la dignité humaine et au droit international. Elle doit donc cesser immédiatement.



© Edoard Ribas/MAGO

Soutenez notre appel au président Donald Trump pour qu'il respecte les droits des migrant-e-x-s et des personnes en quête de protection aux États-Unis et à la frontière avec le Mexique. Signez notre pétition !

BOUTIQUE

Tous nos produits sont fabriqués de manière durable et éthique.

PLUS DE PRODUITS DURABLES ET ÉQUITABLES SUR SHOP.AMNESTY.CH



CHAUSSETTES AMNESTY NOUVEAU : AUSSI EN GRIS ET NOIR !

Motif rayé et logo bougie.
80 % coton, 18 % polyamide, 2 % élasthanne.
Fabriquées au Portugal.

Gris et noir:

Taille M (36-40): Art. 2200.099.M / Fr. 15.–
Taille L (41-46): Art. 2200.099.L / Fr. 15.–

Jaune et noir:

Taille M (36-40): Art. 2200.098.M / Fr. 15.–
Taille L (41-46): Art. 2200.098.L / Fr. 15.–



TASSE EN ACIER ÉMAILLÉ

Modèle massif pour le camping, la terrasse, etc. Contenance 200ml.
Fabriqué en République Tchèque.

Art. 2300.050 / Fr. 15.–



BANDANA

Bandana griffé Amnesty International, dans une pochette cadeau en carton blanc. 55 cm x 55 cm, 100 % polyester.

Art. 2200.097 / Fr. 15.–

GOURDE SIGG JAUNE

Gourde Sigg classique en aluminium (0,6 litre). Laque jaune, brillante, avec logo. Fabriquée en Suisse.

Art. 2300.021.G / Fr. 25.–

Autres couleurs disponibles sur shop.amnesty.ch



JE COMMANDE LES ARTICLES SUIVANTS:

Quantité	Nom de l'article	Taille	Art. n°	Prix

Nom: _____ Rue: _____

Lieu: _____ E-mail: _____

Tél.: _____ Signature: _____

Numéro de membre / client-e-x (si connu): _____

Envoyez vos commandes à Amnesty International, case postale, 3001 Berne ou commandez sur notre boutique en ligne: shop.amnesty.ch